



RAPPORT INTERMÉDIAIRE

Période de 12 semaines close le 17 décembre 2011

1^{er} trimestre 2012

FAITS SAILLANTS

- Bénéfice net de 103,7 millions \$, en hausse de 8,6 %
- Bénéfice net dilué par action de 1,01 \$, en hausse de 11,0 %
- Chiffre d'affaires de 2 711,7 millions \$, en hausse de 3,4 %
- Chiffre d'affaires des magasins comparables en hausse de 1,7 %
- Dividende par action déclaré de 0,215 \$, en hausse de 11,7 %
- Premiers états financiers préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS)

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Chers actionnaires,

J'ai le plaisir de vous présenter notre rapport intermédiaire pour notre premier trimestre de l'exercice 2012 qui s'est terminé le 17 décembre 2011.

Notre chiffre d'affaires du premier trimestre de 2012 a atteint 2 711,7 millions \$ comparativement à 2 622,5 millions \$ l'an dernier, en hausse de 3,4 %. Les chiffres d'affaires des magasins Adonis et du distributeur Phoenicia ont été inclus durant huit semaines au cours du premier trimestre et ont contribué pour 33,0 millions \$ au chiffre d'affaires de la Société. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 1,7 %. Nous avons enregistré, au cours du premier trimestre, une inflation modérée de notre panier alimentaire, mais inférieure à celle du trimestre précédent et des indices publiés par Statistique Canada.

Nous avons réalisé au premier trimestre de l'exercice 2012 un bénéfice net de 103,7 millions \$, soit une augmentation de 8,6 % par rapport à 95,5 millions \$ enregistrés au premier trimestre de 2011 et un bénéfice net dilué par action de 1,01 \$, en hausse de 11,0 % par rapport à celui de l'an passé.

Notre situation financière à la fin du premier trimestre de l'exercice 2012 était très saine. Nous avons une facilité de crédit rotative autorisée non utilisée de 600,0 millions \$. Notre ratio d'endettement (dette à long terme/capital total) était de 29,5 %⁽⁴⁾.

Le conseil d'administration a déclaré, le 30 janvier 2012, un dividende trimestriel de 0,215 \$ par action, soit une hausse de 11,7 % par rapport au dividende déclaré l'an dernier.

La croissance de notre bénéfice net et de notre chiffre d'affaires au premier trimestre démontre l'excellente capacité d'exécution de nos équipes dans un marché très concurrentiel. Nous sommes confiants que nos stratégies et programmes axés sur les consommateurs et supportés par une forte exécution, ainsi que notre nouveau partenariat avec Adonis, nous permettront⁽²⁾ de poursuivre notre croissance.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue aujourd'hui, les actionnaires ont approuvé, par une très forte majorité, le remaniement du capital-actions⁽³⁾ qui fait en sorte que nous aurons désormais une seule catégorie d'actions votantes et participantes, soit des actions ordinaires comportant un vote par action. Ils ont aussi renouvelé le mandat de tous les administrateurs siégeant déjà au conseil d'administration, à l'exception de M. Christian Paupe qui a décidé de ne pas se représenter. J'aimerais remercier M. Paupe pour sa contribution au cours des dernières années. Nous souhaitons la bienvenue à M. Russell Goodman, FCA, qui a été élu au poste d'administrateur. M. Goodman possède une grande expertise en finance, ayant occupé des postes d'associé directeur pour plusieurs unités commerciales au Canada et pour les Amériques pour PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.



Eric R. La Flèche
Président et chef de la direction

Le 31 janvier 2012

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

⁽³⁾ Consulter la section « Remaniement du capital »

⁽⁴⁾ Consulter la section « Situation financière »

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion qui suit porte sur la situation financière et les résultats consolidés de METRO INC. en date du 17 décembre 2011. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités et les notes afférentes inclus dans le présent rapport intermédiaire.

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités de la période de 12 semaines close le 17 décembre 2011 sont les premiers états financiers préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Ils ont été préparés par la direction conformément à l'IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités de l'exercice terminé le 24 septembre 2011 et les notes afférentes qui ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) ainsi que le rapport de gestion, incluant le plan de conversion aux IFRS, qui sont présentés dans le rapport annuel 2011 de la Société. Étant donné le changement de référentiel comptable, des informations supplémentaires ont été incluses dans les notes afférentes aux états financiers, à savoir des explications sur la transition aux IFRS (note 2), les principales méthodes comptables (note 3), les nouvelles méthodes comptables (note 4) et des informations annuelles additionnelles exigées par les IFRS (note 13).

À moins d'indication contraire, le présent rapport intermédiaire tient compte des informations en date du 20 janvier 2012 et tous les chiffres sont présentés selon les IFRS.

Des renseignements complémentaires, incluant les lettres d'attestation pour la période intermédiaire close le 17 décembre 2011 signées par le président et chef de la direction et le vice-président principal, chef de la direction financière et trésorier de la Société, sont également disponibles sur le site SEDAR à l'adresse suivante : www.sedar.com.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Nous avons réalisé, au premier trimestre de l'exercice 2012, un bénéfice net de 103,7 millions \$ comparativement à 95,5 millions \$ en 2011, soit une augmentation de 8,6 %, et un bénéfice net dilué par action de 1,01 \$ comparativement à 0,91 \$ l'an dernier, en hausse de 11,0 %.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires du premier trimestre de 2012 a atteint 2 711,7 millions \$ comparativement à 2 622,5 millions \$ l'an dernier, en hausse de 3,4 %. Les chiffres d'affaires des magasins Adonis et du distributeur Phoenicia ont été inclus durant huit semaines au cours du premier trimestre et ont contribué pour 33,0 millions \$ au chiffre d'affaires de la Société. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 1,7 %. Nous avons enregistré, au cours du premier trimestre, une inflation modérée de notre panier alimentaire, mais inférieure à celle du trimestre précédent et des indices publiés par Statistique Canada.

BÉNÉFICE AVANT FRAIS FINANCIERS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENT (BAIIA)⁽¹⁾

Le BAIIA⁽¹⁾ du premier trimestre de 2012 a été de 192,6 millions \$ comparativement à 181,9 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 5,9 %. Le BAIIA⁽¹⁾ du premier trimestre représente un taux de 7,1 % du chiffre d'affaires comparativement à 6,9 % l'an dernier.

Le pourcentage de nos marges brutes sur notre chiffre d'affaires au premier trimestre de 2012 a été le même que celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit 18,1 %.

Notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard a été de 13,0 millions \$ au premier trimestre de 2012 comparativement à 12,3 millions \$ pour 2011. En excluant notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard, notre BAIIA⁽¹⁾ du premier trimestre de 2012 a été de 179,6 millions \$ ou 6,6 % de notre chiffre d'affaires comparativement à 169,6 millions \$ ou 6,5 % du chiffre d'affaires pour le premier trimestre de 2011.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

⁽³⁾ Consulter la section « Remaniement du capital »

⁽⁴⁾ Consulter la section « Situation financière »

Ajustements au BAIIA⁽¹⁾

<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>	12 semaines / Exercices financiers					
	2012			2011		
	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)
BAIIA	192,6	2 711,7	7,1	181,9	2 622,5	6,9
Quote-part dans Alimentation Couche-Tard	(13,0)	—	—	(12,3)	—	—
BAIIA excluant la quote-part	179,6	2 711,7	6,6	169,6	2 622,5	6,5

AMORTISSEMENT ET FRAIS FINANCIERS NETS

La dépense d'amortissement pour le premier trimestre de 2012 a été de 42,2 millions \$ comparativement à 40,6 millions \$ en 2011. Les frais financiers nets ont été de 10,1 millions \$ au premier trimestre de 2012, soit les mêmes qu'au trimestre correspondant de l'an dernier. Le taux de financement moyen a été de 4,1 % au premier trimestre de 2012 comparativement à 4,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts a été de 36,6 millions \$ au premier trimestre de 2012 avec un taux d'imposition effectif de 26,1 %, comparativement à 35,7 millions \$ et un taux d'imposition effectif de 27,2 % en 2011. La baisse du taux d'impôt effectif s'explique principalement par une baisse des taux d'impôt des grandes corporations de 1,5 % au fédéral à compter du 1^{er} janvier 2012 et de 0,5 % en Ontario à compter du 1^{er} juillet 2012.

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net du premier trimestre de l'exercice 2012 a été de 103,7 millions \$ comparativement à 95,5 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2011, soit une augmentation de 8,6 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 1,01 \$ par rapport à 0,91 \$ l'an passé, en hausse de 11,0 %.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

⁽³⁾ Consulter la section « Remaniement du capital »

⁽⁴⁾ Consulter la section « Situation financière »

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	2012 (IFRS)	2011 (IFRS)	2011 (PCGR)	2010 (PCGR)	Variation (%)
<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>					
Chiffre d'affaires					
1 ^{er} trim. ⁽⁵⁾	2 711,7	2 622,5	—	—	3,4
2 ^e trim. ⁽⁵⁾	—	—	2 565,7	2 576,7	(0,4)
3 ^e trim. ⁽⁶⁾	—	—	3 576,3	3 561,3	0,4
4 ^e trim. ⁽⁵⁾	—	—	2 656,7	2 559,9	3,8
Bénéfice net					
1 ^{er} trim. ⁽⁵⁾	103,7	95,5	—	—	8,6
2 ^e trim. ⁽⁵⁾	—	—	83,3	80,3	3,7
3 ^e trim. ⁽⁶⁾	—	—	124,9	120,0	4,1
4 ^e trim. ⁽⁵⁾	—	—	86,1	93,4	(7,8)
Bénéfice net ajusté⁽¹⁾					
1 ^{er} trim. ⁽⁵⁾	103,7	95,5	—	—	8,6
2 ^e trim. ⁽⁵⁾	—	—	83,3	80,3	3,7
3 ^e trim. ⁽⁶⁾	—	—	124,9	120,0	4,1
4 ^e trim. ⁽⁵⁾	—	—	100,4	93,4	7,5
Bénéfice net dilué par action <i>(en dollars)</i>					
1 ^{er} trim. ⁽⁵⁾	1,01	0,91	—	—	11,0
2 ^e trim. ⁽⁵⁾	—	—	0,80	0,74	8,1
3 ^e trim. ⁽⁶⁾	—	—	1,21	1,12	8,0
4 ^e trim. ⁽⁵⁾	—	—	0,84	0,88	(4,5)
Bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ <i>(en dollars)</i>					
1 ^{er} trim. ⁽⁵⁾	1,01	0,91	—	—	11,0
2 ^e trim. ⁽⁵⁾	—	—	0,80	0,74	8,1
3 ^e trim. ⁽⁶⁾	—	—	1,21	1,12	8,0
4 ^e trim. ⁽⁵⁾	—	—	0,98	0,88	11,4
(5)	12 semaines				
(6)	16 semaines				

Le chiffre d'affaires du premier trimestre de 2012 a atteint 2 711,7 millions \$ comparativement à 2 622,5 millions \$ l'an dernier, en hausse de 3,4 %. Les chiffres d'affaires des magasins Adonis et du distributeur Phoenicia ont été inclus durant huit semaines au cours du premier trimestre et ont contribué pour 33,0 millions \$ au chiffre d'affaires de la Société. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 1,7 %. Nous avons enregistré, au cours du premier trimestre, une inflation modérée de notre panier alimentaire, mais inférieure à celle du trimestre précédent et des indices publiés par Statistique Canada.

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre de 2011 a atteint 2 565,7 millions \$ comparativement à 2 576,7 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2010, en baisse de 0,4 %. Le chiffre d'affaires des magasins comparables de 2011 a augmenté de 0,2 % entre le deuxième trimestre de 2011 et celui de 2010. Notre chiffre d'affaires a été affecté par la déflation de notre panier alimentaire au deuxième trimestre causée principalement par une concurrence accrue, une forte proportion de ventes de produits en promotion, ainsi que par la baisse des prix des médicaments suite à l'expiration de brevets importants et à la nouvelle tarification des médicaments génériques au Québec et en Ontario.

(1) Consulter la section « Mesures non conformes aux IFRS »

(2) Consulter la section « Informations prospectives »

(3) Consulter la section « Remaniement du capital »

(4) Consulter la section « Situation financière »

Le chiffre d'affaires du troisième trimestre de 2011 a atteint 3 576,3 millions \$ comparativement à 3 561,3 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2010, en hausse de 0,4 %. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 0,5 %. Notre chiffre d'affaires a continué d'être affecté par une forte proportion de ventes de produits en promotion ainsi que par la baisse des prix des médicaments. Notre panier alimentaire a connu une légère inflation au troisième trimestre de 2011.

Le chiffre d'affaires du quatrième trimestre de 2011 a atteint 2 656,7 millions \$ comparativement à 2 559,9 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2010, en hausse de 3,8 %, et le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 3,2 %. La progression du chiffre d'affaires au quatrième trimestre est le résultat d'une bonne exécution par nos équipes dans un environnement très promotionnel et reflète une inflation modérée de notre panier alimentaire, laquelle a été cependant inférieure aux indices d'inflation publiés par Statistique Canada. L'impact de la baisse du prix des médicaments au quatrième trimestre a été moins important qu'aux trois premiers trimestres.

Le bénéfice net du premier trimestre de l'exercice 2012 a été de 103,7 millions \$ comparativement à 95,5 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2011, soit une augmentation de 8,6 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 1,01 \$ par rapport à 0,91 \$ l'an passé, en hausse de 11,0 %.

Les bénéfices nets pour les deuxième et troisième trimestres de 2011 ont été de 83,3 millions \$ et de 124,9 millions \$ comparativement à 80,3 millions \$ et 120,0 millions \$ pour les trimestres correspondants de 2010, soit des augmentations de 3,7 % et de 4,1 %. Les bénéfices nets dilués par action pour les deuxième et troisième trimestres de 2011 ont été respectivement de 0,80 \$ et de 1,21 \$ par rapport à 0,74 \$ et à 1,12 \$ pour les trimestres correspondants de 2010, en hausse de 8,1 % et de 8,0 %.

Le bénéfice net pour le quatrième trimestre de 2011 a été de 86,1 millions \$ comparativement à 93,4 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2010. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,84 \$ par rapport à 0,88 \$ en 2010. En excluant les frais de fermeture de 20,2 millions \$ avant impôts enregistrés au quatrième trimestre de 2011, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre de 2011 ont augmenté de 7,5 % et de 11,4 % par rapport au bénéfice net et au bénéfice net dilué par action du quatrième trimestre de 2010.

	2012 (IFRS)	2011 (IFRS)	2011 (PCGR)			2010 (PCGR)		
<i>(en millions de dollars)</i>	T1	T1	T2	T3	T4	T2	T3	T4
Bénéfice net	103,7	95,5	83,3	124,9	86,1	80,3	120,0	93,4
Frais de fermeture nets d'impôts	—	—	—	—	14,3	—	—	—
Bénéfice net ajusté⁽¹⁾	103,7	95,5	83,3	124,9	100,4	80,3	120,0	93,4

	2012 (IFRS)	2011 (IFRS)	2011 (PCGR)			2010 (PCGR)		
<i>(en dollars et par action)</i>	T1	T1	T2	T3	T4	T2	T3	T4
Bénéfice net dilué	1,01	0,91	0,80	1,21	0,84	0,74	1,12	0,88
Frais de fermeture nets d'impôts	—	—	—	—	0,14	—	—	—
Bénéfice net dilué ajusté⁽¹⁾	1,01	0,91	0,80	1,21	0,98	0,74	1,12	0,88

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

⁽³⁾ Consulter la section « Remaniement du capital »

⁽⁴⁾ Consulter la section « Situation financière »

SITUATION DE TRÉSORERIE

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Les activités opérationnelles ont généré des fonds de 44,2 millions \$ au premier trimestre de 2012 comparativement à 24,5 millions \$ au trimestre correspondant de 2011. Cette augmentation provient de plusieurs éléments dont un bénéfice avant impôts plus élevé au premier trimestre de 2012 que celui correspondant de 2011 et également de paiements de soldes d'impôts moins élevés au premier trimestre de 2012 par rapport à l'an passé.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement ont nécessité des fonds de 175,4 millions \$ au premier trimestre de 2012 comparativement à 43,0 millions \$ au premier trimestre de 2011. Cette variation s'explique principalement par l'acquisition des magasins Adonis et de leur distributeur Phoenicia, pour une considération en espèces de 128,4 millions \$.

Nous avons investi avec les détaillants 75,1 millions \$ au cours du trimestre, pour une augmentation nette de 241 400 pieds carrés ou 1,2 % de notre réseau de détail. Nous avons procédé à l'ouverture de quatre nouveaux magasins ainsi qu'à des agrandissements et des rénovations majeures dans trois magasins.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement ont nécessité des fonds de 39,4 millions \$ au premier trimestre de 2012 en comparaison de 77,4 millions \$ en 2011. Cette variation s'explique principalement par des rachats d'actions moindres en 2012, soit pour 21,8 millions \$, comparativement à 61,0 millions \$ en 2011.

SITUATION FINANCIÈRE

Nous n'anticipons⁽²⁾ aucun risque de liquidité et nous considérons notre situation financière à la fin du premier trimestre de l'exercice 2012 comme étant très saine. Nous avons une facilité de crédit rotative autorisée non utilisée de 600,0 millions \$. Bien que la facilité de crédit A de 369,3 millions \$ venant à échéance le 15 août 2012 soit présentée à court terme dans l'état de la situation financière, elle est considérée à long terme pour les fins du calcul du pourcentage de dette à long terme/capital total, car elle sera remboursée par une somme équivalente de la facilité de crédit rotative non utilisée de 600,0 millions \$ qui sera à long terme. Notre pourcentage de dette à long terme sur le total combiné de la dette à long terme et de l'avoir des actionnaires (dette à long terme/capital total) était donc de 29,5 %.

Les principaux éléments de dette à long terme à la fin du premier trimestre de 2012 se présentaient ainsi :

	Taux d'intérêt	Solde (en millions de dollars)	Échéance
Facilité de crédit A	Taux qui fluctuent selon les variations des taux des acceptations bancaires	369,3	15 août 2012
Billets de Série A	Taux fixe à 4,98 %	200,0	15 octobre 2015
Billets de Série B	Taux fixe à 5,97 %	400,0	15 octobre 2035

À la fin du premier trimestre, nous avons des contrats de change à terme afin de nous protéger des variations de taux de change sur nos achats futurs de biens et services en différentes devises.

Nos principaux ratios financiers se présentaient comme suit :

	Au 17 décembre 2011	Au 24 septembre 2011
Structure financière		
Dette à long terme (en millions de dollars)	1 025,7	1 025,5
Avoir des actionnaires (en millions de dollars)	2 449,7	2 399,3
Dette à long terme/capital total (%)	29,5	29,9
	Exercice 2012 (12 semaines)	Exercice 2011 (12 semaines)
Résultats		
BAIIA ⁽¹⁾ /Frais financiers (fois)	19,1	18,0

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

⁽³⁾ Consulter la section « Remaniement du capital »

⁽⁴⁾ Consulter la section « Situation financière »

CAPITAL-ACTIONS, OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS ET UNITÉS D'ACTIONS AU RENDEMENT

	Au 17 décembre 2011	Au 24 septembre 2011
Nombre d'actions subalternes catégorie A ⁽³⁾ en circulation <i>(en milliers)</i>	100 171	100 507
Nombre d'actions catégorie B ⁽³⁾ en circulation <i>(en milliers)</i>	577	577
Options d'achat d'actions :		
Nombre en circulation <i>(en milliers)</i>	1 650	1 776
Prix d'exercice <i>(en dollars)</i>	24,73 à 47,14	20,20 à 47,14
Prix d'exercice moyen pondéré <i>(en dollars)</i>	35,95	35,38
Unités d'actions au rendement :		
Nombre en circulation <i>(en milliers)</i>	310	310
Échéance moyenne pondérée <i>(en mois)</i>	14	17

PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

Le programme de rachat d'actions permet à la Société de racheter, entre le 8 septembre 2011 et le 7 septembre 2012, jusqu'à concurrence de 6 000 000 de ses actions subalternes catégorie A⁽³⁾. Entre le 8 septembre 2011 et le 20 janvier 2012, la Société a racheté 1 130 100 actions subalternes catégorie A⁽³⁾ à un prix moyen de 50,03 \$ pour une considération totale de 56,5 millions \$. Avec ce programme de rachat d'actions, nous sommes dotés d'une option supplémentaire pour utiliser les liquidités excédentaires.

DIVIDENDES

Le 30 janvier 2012, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,215 \$ par action à l'égard des actions subalternes catégorie A⁽³⁾ et des actions catégorie B⁽³⁾, payable le 9 mars 2012, soit une hausse de 11,7 % par rapport au dividende déclaré au même trimestre de l'année précédente. Sur une base annualisée, ce dividende représente environ 22 % du bénéfice net de 2011.

OPÉRATIONS BOURSIÈRES

La valeur de l'action de METRO s'est maintenue dans une fourchette de 43,76 \$ à 53,82 \$ au cours du premier trimestre de 2012. Durant cette période, le nombre d'actions négociées à la Bourse de Toronto s'est élevé à 19,0 millions. Le cours de clôture du vendredi 20 janvier 2012 était de 51,58 \$ comparativement à 44,69 \$ à la fin de l'exercice 2011.

NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES

RÉCEMMENT PUBLIÉES

IFRS 9 Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers ». Cette nouvelle norme simplifie le classement et l'évaluation des actifs financiers contenus dans l'IAS 39 « Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation ». Les actifs financiers seront évalués au coût amorti ou à la juste valeur. Ainsi, ils doivent être évalués au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies :

- a) la détention s'inscrit dans un modèle économique où l'objectif est de recevoir des flux de trésorerie contractuels; et
- b) les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal impayé.

Tous les autres actifs financiers doivent être évalués à la juste valeur par le biais du bénéfice net. L'entité peut utiliser une option de la juste valeur, si certaines conditions sont réunies, au lieu d'une évaluation au coût amorti. De plus, pour les participations en capitaux propres qui ne sont pas détenues à des fins de transaction, l'entité peut, lors de la comptabilisation initiale, faire le choix irrévocable d'évaluer ces instruments à la juste valeur par le biais du résultat global.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

⁽³⁾ Consulter la section « Remaniement du capital »

⁽⁴⁾ Consulter la section « Situation financière »

En octobre 2010, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 9 afin d'ajouter les dispositions d'IAS 39 relatives au classement et à l'évaluation des passifs financiers. Toutefois, dans le cas d'un passif financier évalué à la juste valeur par le biais du bénéfice net au moyen de l'option de la juste valeur, la part des variations de la juste valeur de ce passif qui est attribuable aux changements du risque de crédit du passif est comptabilisée directement dans les autres éléments du résultat global.

L'IFRS 9 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise à certaines conditions.

IFRS 10 États financiers consolidés

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10 « États financiers consolidés » en remplacement de la SIC-12 « Entités ad hoc » et de certaines parties d'IAS 27 « États financiers consolidés et individuels ». L'IFRS 10 utilise le contrôle comme base de consolidation unique, peu importe la nature de l'entité détenue. Elle définit le contrôle à l'aide des éléments suivants :

- a) le pouvoir sur l'entité détenue;
- b) l'exposition aux rendements variables résultant de la participation dans l'entité détenue, ou la détention de droits sur ces rendements;
- c) la capacité d'utiliser le pouvoir sur l'entité détenue pour influencer sur les rendements.

L'IFRS 10 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise à certaines conditions.

IFRS 11 Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 11 « Partenariats » en remplacement de l'IAS 31 « Participations dans des coentreprises » et de la SIC-13 « Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 requiert l'utilisation de la méthode de la mise en équivalence pour les coentreprises et élimine le recours à la consolidation proportionnelle. Cette nouvelle norme s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise à certaines conditions.

IFRS 12 Informations à fournir : Intérêts dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans les autres entités ». Cette norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses participations dans d'autres entités (c'est-à-dire filiales, partenariats, entreprises associées ou entités structurées non consolidées) ainsi que l'incidence de ces participations sur ses états financiers. L'IFRS 12 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise à certaines conditions. Les entités peuvent également choisir d'intégrer dans leurs états financiers seulement quelques exigences d'informations à fournir, sans adopter l'IFRS 12 de façon anticipée.

IFRS 13 Évaluation à la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13 « Évaluation à la juste valeur » afin d'établir un cadre unique pour l'évaluation à la juste valeur des éléments financiers et non financiers. Elle définit la juste valeur comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. De plus, elle exige la divulgation de certaines informations à l'égard de ces évaluations à la juste valeur. L'IFRS 13 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et une adoption anticipée est permise.

IAS 19 Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 19 « Avantages du personnel ». Les variations de l'obligation au titre des prestations définies et des actifs du régime devront être comptabilisées dans le résultat global au moment où elles surviendront, ce qui a pour effet d'éliminer la méthode du corridor et d'accélérer la comptabilisation du coût des services passés. De plus, les intérêts nets seront comptabilisés au bénéfice net et calculés en utilisant le taux de rendement du marché des obligations de sociétés de première catégorie à la fin de la période de présentation de l'information financière. Le rendement réel de l'actif du régime, déduction faite des intérêts nets, sera comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. Ces modifications seront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

⁽³⁾ Consulter la section « Remaniement du capital »

⁽⁴⁾ Consulter la section « Situation financière »

IAS 1 Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1 « Présentation des états financiers ». Les autres éléments du résultat global et la charge d'impôts correspondante devront être regroupés selon qu'ils seront ou ne seront pas reclassés dans le bénéfice net au cours des périodes subséquentes. Ces modifications seront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012. L'adoption anticipée est permise.

Nous évaluons actuellement l'incidence de toutes les modifications précédemment mentionnées sur nos résultats, notre situation financière et nos flux de trésorerie.

REMANIEMENT DU CAPITAL

Les actionnaires ont approuvé, lors de l'assemblée annuelle tenue le 31 janvier 2012, le remaniement de notre capital qui se résume comme suit :

- chaque action catégorie B émise et en circulation comportant 16 votes par action est convertie en une action subalterne catégorie A comportant un vote par action;
- les actions catégorie B sont annulées ainsi que les droits, privilèges, restrictions et conditions qui s'y rattachent;
- les actions subalternes catégorie A sont redésignées comme « actions ordinaires », elles constituent la seule catégorie d'actions participatives de la Société et elles comportent un vote par action;
- les actions privilégiées de premier rang sont redésignées comme « actions privilégiées ».

INFORMATIONS PROSPECTIVES

Nous avons utilisé, dans le présent rapport intermédiaire, diverses expressions qui pourraient, au sens de la réglementation des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, constituer des informations prospectives. De façon générale, toute déclaration contenue dans le présent rapport qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Les expressions « permettre », « anticiper » et autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives pouvant être contenues dans le présent rapport font référence à des hypothèses sur l'industrie alimentaire au Canada, l'économie en général, notre budget annuel ainsi que notre plan d'action 2012.

Ces déclarations prospectives ne donnent pas de garantie quant à la performance future de la Société et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte qu'elles ne se réalisent pas. Un ralentissement ou une récession économique et l'arrivée d'un nouveau concurrent sont des exemples de ceux décrits à la rubrique « Gestion des risques » du rapport annuel 2011 qui pourraient influencer sur la réalisation de ces déclarations. Nous croyons que nos déclarations sont raisonnables et pertinentes à la date de publication du présent rapport intermédiaire et qu'elles représentent nos attentes. La Société n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives qui pourraient être contenues dans le présent rapport, sauf si cela est requis par la loi.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

En plus de fournir des mesures du bénéfice selon les Normes internationales d'information financière (IFRS), nous avons inclus certaines mesures du bénéfice non conformes aux IFRS. Ces mesures sont présentées à titre d'information relative, elles n'ont pas de sens normalisé par les IFRS et elles ne peuvent pas être comparées à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

BÉNÉFICE AVANT FRAIS FINANCIERS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENT (BAIIA)

Le BAIIA est une mesure du bénéfice excluant les frais financiers, les impôts et l'amortissement. Nous sommes d'avis que le BAIIA est une mesure couramment utilisée par les lecteurs d'états financiers afin d'évaluer la capacité d'une entreprise de générer des liquidités provenant de ses activités et d'acquitter ses charges financières.

BAIIA AJUSTÉ, BÉNÉFICE NET AJUSTÉ ET BÉNÉFICE NET DILUÉ PAR ACTION AJUSTÉ

Le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice net dilué par action ajusté sont des mesures du bénéfice excluant les éléments non récurrents. Nous sommes d'avis que les lecteurs d'états financiers seront mieux informés des résultats de la période courante et correspondante en présentant les résultats sans les éléments non récurrents. Ainsi, les lecteurs d'états financiers seront en mesure de mieux évaluer la performance de la Société et de juger de ses perspectives d'avenir.

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

⁽³⁾ Consulter la section « Remaniement du capital »

⁽⁴⁾ Consulter la section « Situation financière »

PERSPECTIVES

Nous avons poursuivi notre croissance au premier trimestre en enregistrant une augmentation de notre chiffre d'affaires de 3,4 % et de notre bénéfice net dilué par action de 11,0 % dans un marché très concurrentiel. Nos stratégies et programmes axés sur les consommateurs et supportés par une forte exécution, ainsi que notre nouveau partenariat avec Adonis, ont contribué à la réalisation de cette croissance, et nous sommes confiants qu'ils nous permettront⁽²⁾ de la poursuivre.

Montréal, le 31 janvier 2012

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux IFRS »

⁽²⁾ Consulter la section « Informations prospectives »

⁽³⁾ Consulter la section « Remaniement du capital »

⁽⁴⁾ Consulter la section « Situation financière »

États financiers intermédiaires consolidés résumés

METRO INC.

17 décembre 2011

Table des matières

	Page
Comptes de résultat consolidés résumés	15
États consolidés résumés du résultat global	16
États consolidés résumés de la situation financière.....	17
États consolidés résumés des variations des capitaux propres	18
Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie	19
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés	20
1- Mode de présentation	20
2- Explications de la transition aux IFRS	20
3- Principales méthodes comptables	41
4- Nouvelles méthodes comptables	47
5- Acquisition d'entreprises.....	49
6- Informations supplémentaires sur la nature des comptes de résultat	50
7- Impôts sur les bénéfices	50
8- Bénéfice net par action	50
9- Dette	51
10- Capital-actions.....	51
11- Cumul des autres éléments du résultat global.....	52
12- Approbation des états financiers	53
13- Informations annuelles additionnelles.....	53
A- Jugements et estimations significatifs	53
B- Impôts sur les bénéfices.....	54
C- Actifs destinés à la vente.....	55
D- Participation dans une entreprise associée.....	55
E- Immobilisations corporelles	55
F- Immeubles de placement	57
G- Immobilisations incorporelles	57
H- Goodwill	58
I- Provisions.....	59
J- Dividendes	59
K- Avantages du personnel.....	59
L- Engagements	63
M- Transactions entre parties liées	64
14- Événement postérieur à la date de clôture	65

Comptes de résultat consolidés résumés

Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010

(non audités) (en millions de dollars, sauf le bénéfice net par action)

	Exercices financiers	
	2012	2011
Chiffre d'affaires	2 711,7 \$	2 622,5 \$
Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation (note 6)	(2 532,1)	(2 452,9)
Quote-part dans les résultats d'une entreprise associée	13,0	12,3
Bénéfice avant frais financiers, impôts et amortissement	192,6	181,9
Amortissement (note 6)	(42,2)	(40,6)
Bénéfice d'exploitation	150,4	141,3
Frais financiers, nets (note 6)	(10,1)	(10,1)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	140,3	131,2
Impôts sur les bénéfices (note 7)	(36,6)	(35,7)
Bénéfice net	103,7 \$	95,5 \$
Attribuable aux :		
Actionnaires ordinaires de la société mère	102,7 \$	95,5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,0	—
	103,7 \$	95,5 \$
Bénéfice net par action (en dollars) (note 8)		
De base	1,02	0,91
Dilué	1,01	0,91

Voir les notes afférentes

États consolidés résumés du résultat global**Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010***(non audités) (en millions de dollars)*

	Exercices financiers	
	2012	2011
Bénéfice net	103,7 \$	95,5 \$
Autres éléments du résultat global <i>(note 11)</i>		
Variation de la juste valeur du dérivé désigné comme couverture de flux de trésorerie	—	0,4
Variations au titre des régimes à prestations définies		
Gains (pertes) actuariels	(22,4)	29,6
Effet de la limite sur l'actif	(4,2)	(4,1)
Exigence de financement minimal	3,5	0,6
Quote-part dans les autres éléments du résultat global d'une entreprise associée	—	0,1
Impôts correspondants	7,1	(6,8)
Résultat global	87,7 \$	115,3 \$
Attribuable aux :		
Actionnaires ordinaires de la société mère	86,7 \$	115,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,0	—
	87,7 \$	115,3 \$

Voir les notes afférentes

États consolidés résumés de la situation financière
(non audités) (en millions de dollars)

	Au 17 décembre 2011	Au 24 septembre 2011	Au 26 septembre 2010
ACTIFS			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	84,9 \$	255,5 \$	214,7 \$
Débiteurs	326,8	300,3	311,3
Stocks	844,5	728,3	699,3
Charges payées d'avance	22,7	11,7	9,7
Impôts exigibles	2,3	2,2	1,7
	1 281,2	1 298,0	1 236,7
Actifs destinés à la vente	5,5	6,6	—
	1 286,7	1 304,6	1 236,7
Actifs non courants			
Participation dans une entreprise associée	270,1	258,7	220,9
Autres actifs financiers	17,4	17,0	15,8
Immobilisations corporelles	1 252,4	1 226,1	1 217,2
Immeubles de placement	25,9	27,0	27,8
Immobilisations incorporelles	294,7	297,2	304,0
Goodwill	1 905,3	1 649,1	1 603,7
Impôts différés	45,3	45,8	48,8
Actifs au titre des prestations définies	1,2	1,6	20,3
	5 099,0 \$	4 827,1 \$	4 695,2 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Emprunts bancaires	3,1 \$	0,3 \$	1,0 \$
Créditeurs	1 143,2	1 061,1	1 064,1
Impôts exigibles	45,7	46,2	50,8
Provisions	15,2	17,3	9,2
Partie courante de la dette	376,8	378,1	4,7
	1 584,0	1 503,0	1 129,8
Passifs non courants			
Dette (note 9)	656,4	656,2	1 004,3
Passifs au titre des prestations définies	145,0	132,2	97,0
Provisions	2,9	4,0	4,8
Impôts différés	113,9	119,0	124,5
Autres éléments de passif	17,4	13,4	15,9
Participation ne donnant pas le contrôle	129,7	—	—
	2 649,3	2 427,8	2 376,3
Capitaux propres			
Capital-actions (note 10)	684,0	682,6	702,1
Surplus d'apport	4,3	3,8	8,2
Résultats non distribués	1 828,1	1 763,6	1 608,4
Cumul des autres éléments du résultat global (note 11)	(67,2)	(51,2)	(0,3)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère	2 449,2	2 398,8	2 318,4
Participations ne donnant pas le contrôle	0,5	0,5	0,5
	2 449,7	2 399,3	2 318,9
	5 099,0 \$	4 827,1 \$	4 695,2 \$

Événement postérieur à la date de clôture (note 14)

Voir les notes afférentes

États consolidés résumés des variations des capitaux propres

Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010

(non audités) (en millions de dollars)

	Attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère						
	Capital- actions (note 10)	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (note 11)	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 24 septembre 2011	682,6 \$	3,8 \$	1 763,6 \$	(51,2) \$	2 398,8 \$	0,5 \$	2 399,3 \$
Bénéfice net			102,7		102,7	1,0	103,7
Autres éléments du résultat global				(16,0)	(16,0)		(16,0)
Résultat global	—	—	102,7	(16,0)	86,7	1,0	87,7
Exercice d'options d'achat d'actions	4,5	(1,0)			3,5		3,5
Rachat d'actions	(3,1)				(3,1)		(3,1)
Prime sur rachat d'actions			(18,7)		(18,7)		(18,7)
Charge relative à la rémunération à base d'actions		1,5			1,5		1,5
Dividendes			(19,4)		(19,4)		(19,4)
Frais de conversion d'actions			(0,1)		(0,1)		(0,1)
Reclassement du passif relatif à la participation ne donnant pas le contrôle					—	(1,0)	(1,0)
	1,4	0,5	(38,2)	—	(36,3)	(1,0)	(37,3)
Solde au 17 décembre 2011	684,0 \$	4,3 \$	1 828,1 \$	(67,2) \$	2 449,2 \$	0,5 \$	2 449,7 \$

	Attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère						
	Capital- actions	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 26 septembre 2010	702,1 \$	8,2 \$	1 608,4 \$	(0,3) \$	2 318,4 \$	0,5 \$	2 318,9 \$
Bénéfice net			95,5		95,5		95,5
Autres éléments du résultat global				19,8	19,8		19,8
Résultat global	—	—	95,5	19,8	115,3	—	115,3
Exercice d'options d'achat d'actions	0,5	(0,1)			0,4		0,4
Rachat d'actions	(9,2)				(9,2)		(9,2)
Prime sur rachat d'actions			(51,8)		(51,8)		(51,8)
Charge relative à la rémunération à base d'actions		1,3			1,3		1,3
Dividendes			(17,8)		(17,8)		(17,8)
	(8,7)	1,2	(69,6)	—	(77,1)	—	(77,1)
Solde au 18 décembre 2010	693,4 \$	9,4 \$	1 634,3 \$	19,5 \$	2 356,6 \$	0,5 \$	2 357,1 \$

Voir les notes afférentes

Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non audités) (en millions de dollars)

	Exercices financiers	
	2012	2011
Activités opérationnelles		
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	140,3 \$	131,2 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Quote-part dans les résultats d'une entreprise associée	(13,0)	(12,3)
Amortissement	42,2	40,6
Amortissement des frais de financement reportés	0,1	0,1
Perte sur cession et radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,5	—
Pertes de valeur sur des immobilisations corporelles	0,8	—
Charge relative à la rémunération à base d'actions	1,5	1,3
Écart entre les montants déboursés au titre des avantages du personnel et les charges de l'exercice	(10,0)	(3,6)
Frais financiers, nets	10,1	10,1
	172,5	167,4
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	(79,4)	(80,1)
Intérêts payés	(20,0)	(20,1)
Impôts payés	(28,9)	(42,7)
	44,2	24,5
Activités d'investissement		
Acquisition d'entreprises (note 5)	(128,4)	—
Produit sur cession des actifs destinés à la vente	1,1	—
Variation nette des autres actifs financiers	(0,3)	(0,7)
Dividendes d'une entreprise associée	1,6	1,0
Acquisition d'immobilisations corporelles	(48,7)	(39,4)
Produit sur cession d'immobilisations corporelles	3,8	0,2
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(4,5)	(4,1)
	(175,4)	(43,0)
Activités de financement		
Variation nette des emprunts bancaires	(1,2)	2,4
Émission d'actions (note 10)	3,5	0,4
Rachat d'actions (note 10)	(21,8)	(61,0)
Augmentation de la dette	1,7	1,9
Remboursement de la dette	(3,1)	(3,2)
Variation nette des autres éléments de passif	0,9	(0,1)
Dividendes	(19,4)	(17,8)
	(39,4)	(77,4)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(170,6)	(95,9)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	255,5	214,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	84,9 \$	118,8 \$

Voir les notes afférentes

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
*(non audités) (en millions de dollars, sauf indication contraire)***1. MODE DE PRÉSENTATION**

METRO INC. (la Société) est une société par actions incorporée en vertu des lois du Québec. La Société est l'un des principaux détaillants et distributeurs alimentaires au Canada et exploite un réseau de supermarchés, de magasins d'escompte et de pharmacies. Son siège social se situe au 11 011, boulevard Maurice-Duplessis, Montréal, Québec, Canada, H1C 1V6. Ses différentes composantes constituent un seul secteur opérationnel.

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités de la période de 12 semaines close le 17 décembre 2011 sont les premiers états financiers préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Ils ont été préparés par la direction conformément à l'IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes afférentes inclus dans le rapport annuel 2011 de la Société qui ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR).

Étant donné le changement de référentiel comptable, les états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités doivent également être lus avec les explications de la transition aux IFRS fournies à la note 2, les principales méthodes comptables détaillées à la note 3, les nouvelles méthodes comptables décrites à la note 4 et les informations annuelles additionnelles exigées par les IFRS à la note 13.

Les résultats d'exploitation pour la période intermédiaire présentée ne reflètent pas nécessairement les résultats qui seront réalisés pour l'exercice entier. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

2. EXPLICATIONS DE LA TRANSITION AUX IFRS

La présente note aux états financiers explique les principaux ajustements qui ont été faits pour convertir les états financiers consolidés non audités des PCGR aux IFRS, plus particulièrement les états consolidés de la situation financière au 26 septembre 2010, au 18 décembre 2010 et au 24 septembre 2011 ainsi que les comptes de résultat consolidés, les états consolidés du résultat global et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour la période de 12 semaines close le 18 décembre 2010 et l'exercice clos le 24 septembre 2011.

Pour faciliter leur compréhension, les ajustements sont présentés selon deux façons différentes. La première façon consiste à détailler les ajustements selon les normes IFRS et selon les trois catégories suivantes : 1) les exemptions facultatives de l'IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière » qui sont applicables seulement au moment de la transition aux IFRS, 2) les différences de traitements comptables entre les PCGR et les IFRS qui sont récurrentes, 3) les reclassements pour fins de présentation qui n'ont pas d'impact sur le bénéfice net (voir pages 29 à 35). La deuxième façon consiste à détailler les ajustements selon les postes des états financiers (voir pages 36 à 41).

TERMINOLOGIE

La terminologie sous les IFRS contient des différences avec celle des PCGR. Les principales différences sont décrites dans le tableau suivant :

Terminologie PCGR	Terminologie IFRS
État des résultats Part des actionnaires sans contrôle	Comptes de résultat Participations ne donnant pas le contrôle
Résultat étendu	Résultat global

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Terminologie PCGR	Terminologie IFRS
Bilan Court terme Long terme Impôts sur les bénéfices à recevoir / à payer Participation dans une société satellite Actifs incorporels Écarts d'acquisition Impôts futurs Actifs / passifs au titre des prestations constituées Avoir des actionnaires Bénéfices non répartis Cumul des autres éléments du résultat étendu	État de la situation financière Courant Non courant Impôts exigibles Participation dans une entreprise associée Immobilisations incorporelles Goodwill Impôts différés Actifs / passifs au titre des prestations définies Capitaux propres Résultats non distribués Cumul des autres éléments du résultat global
État des flux de trésorerie Activités d'exploitation	Tableau des flux de trésorerie Activités opérationnelles
Notes afférentes aux états financiers Secteur isolable Conventions comptables Entités à détenteurs de droits variables Valeur de consolidation Actifs / passifs détenus à des fins de transaction Coût après amortissement Durée de vie utile limitée / indéfinie Contrats de location-acquisition Contrats de location-exploitation Avantages sociaux futurs Régimes à prestations déterminées Méthode de répartition des prestations au prorata des services / Méthode de répartition des prestations constituées Obligations au titre des prestations constituées Régimes à cotisations déterminées Rémunérations et autres paiements à base d'actions Opérations entre apparentés	Notes afférentes aux états financiers Secteur opérationnel Méthodes comptables Entités ad hoc Mise en équivalence Actifs / passifs financiers à la juste valeur par le biais du bénéfice net Coût amorti Durée d'utilité déterminée / indéterminée Contrats de location-financement Contrats de location simple Avantages du personnel Régimes à prestations définies Méthode des unités de crédit projetées Obligations au titre des prestations définies Régimes à cotisations définies Transactions dont le paiement est fondé sur des actions Transactions entre parties liées

PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS

À la date de transition, l'IFRS 1 autorise certaines exemptions à l'application rétrospective. Les exemptions facultatives suivantes ont été utilisées :

Avantages du personnel

Tous les gains et pertes actuariels à la date de transition ont été comptabilisés aux résultats non distribués.

Regroupements d'entreprises

La norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » n'a pas été appliquée aux regroupements d'entreprises qui se sont produits avant la date de transition.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

RAPPROCHEMENTS PCGR / IFRS

RAPPROCHEMENT DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Notes	PCGR	Au 24 septembre 2011			IFRS
			IFRS 1	Ajustements Traitement comptable	Présentation	
ACTIFS						
Actifs courants						
Trésorerie et équivalents de trésorerie		255,5 \$	— \$	— \$	— \$	255,5 \$
Débiteurs	i	306,9			(6,6)	300,3
Stocks		728,3				728,3
Charges payées d'avance		11,7				11,7
Impôts exigibles		2,2				2,2
Impôts différés	n	19,2			(19,2)	—
		1 323,8	—	—	(25,8)	1 298,0
Actifs destinés à la vente	i	—			6,6	6,6
		1 323,8	—	—	(19,2)	1 304,6
Actifs non courants						
Participation dans une entreprise associée	r	—		1,3	257,4	258,7
Autres actifs financiers	s	274,7		(0,3)	(257,4)	17,0
Immobilisations corporelles	t	1 321,3		(63,7)	(31,5)	1 226,1
Immeubles de placement	u	—		(4,5)	31,5	27,0
Immobilisations incorporelles	d	308,5		(11,3)		297,2
Goodwill	e	1 649,9		(0,8)		1 649,1
Impôts différés	q	1,2	11,2	14,2	19,2	45,8
Actifs au titre des prestations définies	v	79,4	(47,3)	(30,5)		1,6
		4 958,8 \$	(36,1) \$	(95,6) \$	— \$	4 827,1 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES						
Passifs courants						
Emprunts bancaires		0,3 \$	— \$	— \$	— \$	0,3 \$
Créditeurs	l	1 078,4			(17,3)	1 061,1
Impôts exigibles		46,2				46,2
Provisions	l	—			17,3	17,3
Impôts différés	n	11,2			(11,2)	—
Partie courante de la dette	m	8,8			369,3	378,1
		1 144,9	—	—	358,1	1 503,0
Passifs non courants						
Dette	m	1 025,5			(369,3)	656,2
Passifs au titre des prestations définies	v	44,0	38,1	50,1		132,2
Provisions	l	—			4,0	4,0
Impôts différés	q	158,5	(10,9)	(39,8)	11,2	119,0
Autres éléments de passif	e, l	17,9			(4,5)	13,4
		2 390,8	27,2	10,3	(0,5)	2 427,8
Capitaux propres						
Capital-actions		682,6				682,6
Surplus d'apport	h	1,7		2,1		3,8
Résultats non distribués	w	1 883,7	(63,3)	(56,8)		1 763,6
Cumul des autres éléments du résultat global	x	—		(51,2)		(51,2)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère		2 568,0	(63,3)	(105,9)	—	2 398,8
Participations ne donnant pas le contrôle	e	—			0,5	0,5
		2 568,0	(63,3)	(105,9)	0,5	2 399,3
		4 958,8 \$	(36,1) \$	(95,6) \$	— \$	4 827,1 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

RAPPROCHEMENT DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Notes	Au 18 décembre 2010				IFRS
		PCGR	IFRS 1	Ajustements Traitement comptable	Présentation	
ACTIFS						
Actifs courants						
Trésorerie et équivalents de trésorerie		118,8 \$	— \$	— \$	— \$	118,8 \$
Débiteurs		359,1				359,1
Stocks		787,9				787,9
Charges payées d'avance		14,0				14,0
Impôts exigibles		3,9				3,9
Impôts différés	n	17,8			(17,8)	—
		1 301,5	—	—	(17,8)	1 283,7
Actifs non courants						
Participation dans une entreprise associée	r	—		1,6	230,7	232,3
Autres actifs financiers	s	246,9			(230,7)	16,2
Immobilisations corporelles	t	1 322,2		(66,6)	(32,1)	1 223,5
Immeubles de placement	u	—		(4,4)	32,1	27,7
Immobilisations incorporelles	d	311,6		(11,0)		300,6
Goodwill	e	1 603,7		(0,2)		1 603,5
Impôts différés	q	27,7	11,2	(14,4)	17,8	42,3
Actifs au titre des prestations définies	v	75,1	(47,3)	3,5		31,3
		4 888,7 \$	(36,1) \$	(91,5) \$	— \$	4 761,1 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES						
Passifs courants						
Emprunts bancaires		3,4 \$	— \$	— \$	— \$	3,4 \$
Créditeurs	l	1 122,5			(7,9)	1 114,6
Impôts exigibles		41,5				41,5
Provisions	l	—			7,9	7,9
Impôts différés	n	12,6			(12,6)	—
Partie courante de la dette		3,7				3,7
		1 183,7	—	—	(12,6)	1 171,1
Passifs non courants						
Dette		1 004,2				1 004,2
Passifs au titre des prestations définies	v	48,2	38,1	(8,0)		78,3
Provisions	l	—			4,8	4,8
Impôts différés	q	173,5	(10,9)	(45,4)	12,6	129,8
Autres éléments de passif	e, l	21,1			(5,3)	15,8
		2 430,7	27,2	(53,4)	(0,5)	2 404,0
Capitaux propres						
Capital-actions		693,4				693,4
Surplus d'apport	h	7,3		2,1		9,4
Résultats non distribués	w	1 757,3	(63,3)	(59,7)		1 634,3
Cumul des autres éléments du résultat global	x	—		19,5		19,5
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère		2 458,0	(63,3)	(38,1)	—	2 356,6
Participations ne donnant pas le contrôle	e	—			0,5	0,5
		2 458,0	(63,3)	(38,1)	0,5	2 357,1
		4 888,7 \$	(36,1) \$	(91,5) \$	— \$	4 761,1 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

RAPPROCHEMENT DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Notes	Au 26 septembre 2010				IFRS
		PCGR	IFRS 1	Ajustements Traitement comptable	Présentation	
ACTIFS						
Actifs courants						
Trésorerie et équivalents de trésorerie		214,7 \$	— \$	— \$	— \$	214,7 \$
Débiteurs		311,3				311,3
Stocks		699,3				699,3
Charges payées d'avance		9,7				9,7
Impôts exigibles		1,7				1,7
Impôts différés	n	12,3			(12,3)	—
		1 249,0	—	—	(12,3)	1 236,7
Actifs non courants						
Participation dans une entreprise associée	r	—		1,4	219,5	220,9
Autres actifs financiers	s	235,3			(219,5)	15,8
Immobilisations corporelles	t	1 319,1		(69,7)	(32,2)	1 217,2
Immeubles de placement	u	—		(4,4)	32,2	27,8
Immobilisations incorporelles	d	315,7		(11,7)		304,0
Goodwill		1 603,7				1 603,7
Impôts différés	q	1,3	11,2	24,0	12,3	48,8
Actifs au titre des prestations définies	v	72,8	(47,3)	(5,2)		20,3
		4 796,9 \$	(36,1) \$	(65,6) \$	— \$	4 695,2 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES						
Passifs courants						
Emprunts bancaires		1,0 \$	— \$	— \$	— \$	1,0 \$
Créditeurs	l	1 073,3			(9,2)	1 064,1
Impôts exigibles		50,8				50,8
Provisions	l	—			9,2	9,2
Impôts différés	n	12,8			(12,8)	—
Partie courante de la dette		4,7				4,7
		1 142,6	—	—	(12,8)	1 129,8
Passifs non courants						
Dette		1 004,3				1 004,3
Passifs au titre des prestations définies	v	48,5	38,1	10,4		97,0
Provisions	l	—			4,8	4,8
Impôts différés	q	137,5	(10,9)	(14,9)	12,8	124,5
Autres éléments de passif	e, l	21,2			(5,3)	15,9
		2 354,1	27,2	(4,5)	(0,5)	2 376,3
Capitaux propres						
Capital-actions		702,1				702,1
Surplus d'apport	h	6,1		2,1		8,2
Résultats non distribués	w	1 734,9	(63,3)	(63,2)		1 608,4
Cumul des autres éléments du résultat global		(0,3)				(0,3)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère		2 442,8	(63,3)	(61,1)	—	2 318,4
Participations ne donnant pas le contrôle	e	—			0,5	0,5
		2 442,8	(63,3)	(61,1)	0,5	2 318,9
		4 796,9 \$	(36,1) \$	(65,6) \$	— \$	4 695,2 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

RAPPROCHEMENT DES COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

	Notes	Exercice clos le 24 septembre 2011			
		PCGR	Ajustements		IFRS
			Traitement comptable	Présentation	
Chiffre d'affaires	o	11 430,6 \$	— \$	(34,2) \$	11 396,4 \$
Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation	y	(10 679,6)	(6,6)	34,2	(10 652,0)
Quote-part dans les résultats d'une entreprise associée	b	42,6	(0,2)		42,4
Frais de fermeture	c	(20,2)	(0,3)		(20,5)
Bénéfice avant frais financiers, impôts et amortissement		773,4	(7,1)	—	766,3
Amortissement	z	(195,2)	15,9		(179,3)
Bénéfice d'exploitation		578,2	8,8	—	587,0
Frais financiers, nets		(41,5)			(41,5)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices		536,7	8,8	—	545,5
Impôts sur les bénéfices	aa	(150,4)	(2,4)		(152,8)
Bénéfice net		386,3 \$	6,4 \$	— \$	392,7 \$
Bénéfice net par action (en dollars)					
De base		3,75			3,81
Dilué		3,73			3,79

	Notes	Période de 12 semaines close le 18 décembre 2010			
		PCGR	Ajustements		IFRS
			Traitement comptable	Présentation	
Chiffre d'affaires	o	2 631,9 \$	— \$	(9,4) \$	2 622,5 \$
Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation	y	(2 463,1)	0,8	9,4	(2 452,9)
Quote-part dans les résultats d'une entreprise associée	b	12,2	0,1		12,3
Bénéfice avant frais financiers, impôts et amortissement		181,0	0,9	—	181,9
Amortissement	z	(44,4)	3,8		(40,6)
Bénéfice d'exploitation		136,6	4,7	—	141,3
Frais financiers, nets		(10,1)			(10,1)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices		126,5	4,7	—	131,2
Impôts sur les bénéfices	aa	(34,5)	(1,2)		(35,7)
Bénéfice net		92,0 \$	3,5 \$	— \$	95,5 \$
Bénéfice net par action (en dollars)					
De base		0,88			0,91
Dilué		0,88			0,91

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

	Notes	Exercice clos le 24 septembre 2011		
		PCGR	Ajustements Traitement comptable	IFRS
Bénéfice net		386,3 \$	6,4 \$	392,7 \$
Autres éléments du résultat global				
Variation de la juste valeur du dérivé désigné comme couverture de flux de trésorerie		0,4		0,4
Variations au titre des régimes à prestations définies				
Pertes actuarielles	f		(66,8)	(66,8)
Effet de la limite sur l'actif	f		0,5	0,5
Exigence de financement minimal	f		(2,5)	(2,5)
Quote-part dans les autres éléments du résultat global d'une entreprise associée	b		0,1	0,1
Impôts correspondants	f	(0,1)	17,5	17,4
Résultat global		386,6 \$	(44,8) \$	341,8 \$

	Notes	Période de 12 semaines close le 18 décembre 2010		
		PCGR	Ajustements Traitement comptable	IFRS
Bénéfice net		92,0 \$	3,5 \$	95,5 \$
Autres éléments du résultat global				
Variation de la juste valeur du dérivé désigné comme couverture de flux de trésorerie		0,4		0,4
Variations au titre des régimes à prestations définies				
Gains actuariels	f		29,6	29,6
Effet de la limite sur l'actif	f		(4,1)	(4,1)
Exigence de financement minimal	f		0,6	0,6
Quote-part dans les autres éléments du résultat global d'une entreprise associée	b		0,1	0,1
Impôts correspondants	f	(0,1)	(6,7)	(6,8)
Résultat global		92,3 \$	23,0 \$	115,3 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non audités) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

RAPPROCHEMENT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

	Notes	PCGR	Exercice clos le 24 septembre 2011		
			Ajustements		IFRS
			Traitement comptable	Présentation	
Activités opérationnelles					
Bénéfice net		386,3 \$	6,4 \$	— \$	392,7 \$
Impôts sur les bénéfices	aa, p	—	2,4	150,4	152,8
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices		386,3	8,8	150,4	545,5
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Quote-part dans les résultats d'une entreprise associée	b	(42,6)	0,2		(42,4)
Frais de fermeture		8,9			8,9
Amortissement	z	195,2	(15,9)		179,3
Amortissement des frais de financement reportés		0,4			0,4
Perte sur cession et radiation d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement	c	9,7	0,3		10,0
Revenus d'intérêts sur placements	p	(0,1)		0,1	—
Impôts futurs	p	14,6		(14,6)	—
Pertes de valeur	d	—	14,8		14,8
Réprises de pertes de valeur	d	—	(5,5)		(5,5)
Charge relative à la rémunération à base d'actions		6,3			6,3
Écart entre les montants déboursés au titre des avantages du personnel et les charges de l'exercice	f	(11,1)	(3,8)		(14,9)
Frais financiers, nets	p	—		41,5	41,5
		567,6	(1,1)	177,4	743,9
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	e, l, p	(24,4)	0,8	16,5	(7,1)
Intérêts payés	p	—		(45,1)	(45,1)
Impôts payés	p	—		(149,3)	(149,3)
		543,2	(0,3)	(0,5)	542,4
Activités d'investissement					
Acquisition d'entreprises	e	(74,5)	0,3		(74,2)
Variation nette des autres actifs financiers		5,4			5,4
Dividendes d'une entreprise associée		4,7			4,7
Acquisition d'immobilisations corporelles		(148,1)			(148,1)
Produit sur cession d'immobilisations corporelles	k	5,4		(2,8)	2,6
Produit sur cession d'immeubles de placement	k	—		2,8	2,8
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(19,9)			(19,9)
		(227,0)	0,3	—	(226,7)
Activités de financement					
Variation nette des emprunts bancaires		(0,7)			(0,7)
Émission d'actions		7,0			7,0
Rachat d'actions		(188,3)			(188,3)
Acquisition d'actions autodétenues		(8,9)			(8,9)
Règlement en espèces d'unités d'actions au rendement		(0,4)			(0,4)
Augmentation de la dette		8,4			8,4
Remboursement de la dette		(12,1)			(12,1)
Utilisation de provisions non courantes	l	—		(0,3)	(0,3)
Variation nette des autres éléments de passif	l	(3,3)		0,8	(2,5)
Dividendes		(77,1)			(77,1)
		(275,4)	—	0,5	(274,9)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		40,8	—	—	40,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		214,7	—	—	214,7
		255,5 \$	— \$	— \$	255,5 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

RAPPROCHEMENT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

	Notes	Période de 12 semaines close le 18 décembre 2010			
		PCGR	Ajustements		IFRS
			Traitement comptable	Présentation	
Activités opérationnelles					
Bénéfice net		92,0 \$	3,5 \$	— \$	95,5 \$
Impôts sur les bénéfices	aa, p	—	1,2	34,5	35,7
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices		92,0	4,7	34,5	131,2
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Quote-part dans les résultats d'une entreprise associée	b	(12,2)	(0,1)		(12,3)
Amortissement	z	44,4	(3,8)		40,6
Amortissement des frais de financement reportés		0,1			0,1
Impôts futurs	p	4,5		(4,5)	—
Charge relative à la rémunération à base d'actions		1,3			1,3
Écart entre les montants déboursés au titre des avantages du personnel et les charges de l'exercice	f	(2,6)	(1,0)		(3,6)
Frais financiers, nets	p	—		10,1	10,1
		127,5	(0,2)	40,1	167,4
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	e, p	(103,0)	0,2	22,7	(80,1)
Intérêts payés	p	—		(20,1)	(20,1)
Impôts payés	p	—		(42,7)	(42,7)
		24,5	—	—	24,5
Activités d'investissement					
Variation nette des autres actifs financiers		(0,7)			(0,7)
Dividendes d'une entreprise associée		1,0			1,0
Acquisition d'immobilisations corporelles		(39,4)			(39,4)
Produit sur cession d'immobilisations corporelles		0,2			0,2
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(4,1)			(4,1)
		(43,0)	—	—	(43,0)
Activités de financement					
Variation nette des emprunts bancaires		2,4			2,4
Émission d'actions		0,4			0,4
Rachat d'actions		(61,0)			(61,0)
Augmentation de la dette		1,9			1,9
Remboursement de la dette		(3,2)			(3,2)
Variation nette des autres éléments de passif		(0,1)			(0,1)
Dividendes		(17,8)			(17,8)
		(77,4)	—	—	(77,4)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		214,7			214,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		118,8 \$	— \$	— \$	118,8 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

NOTES RELATIVES AUX RAPPROCHEMENTS PAR NORME

IFRS 1

a) Avantages du personnel

À la date de transition aux IFRS, l'utilisation de l'exemption relative à l'application rétrospective, permettant que tous les gains et pertes actuariels soient comptabilisés aux résultats non distribués, a entraîné les ajustements suivants :

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011	18 décembre 2010	26 septembre 2010
Situation financière :				
Actifs d'impôts différés	q	11,2	11,2	11,2
Actifs au titre des prestations définies	v	(47,3)	(47,3)	(47,3)
Passifs au titre des prestations définies	v	38,1	38,1	38,1
Passifs d'impôts différés	q	(10,9)	(10,9)	(10,9)
Résultats non distribués	w	(63,3)	(63,3)	(63,3)

TRAITEMENT COMPTABLE

b) Participation dans une entreprise associée

À compter de son premier trimestre de l'exercice 2012, l'entreprise associée publique dans laquelle la Société détient une participation a publié ses premiers états financiers consolidés préparés selon les IFRS. La quote-part de la Société des ajustements relatifs à la conversion des états financiers consolidés de l'entreprise associée des PCGR aux IFRS était composée des éléments suivants :

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011	18 décembre 2010	26 septembre 2010
Situation financière :				
Participation dans une entreprise associée	r	1,3	1,6	1,4
Passifs d'impôts différés	q	0,1	0,1	0,1
Résultats non distribués	w	1,1	1,4	1,3
Cumul des autres éléments du résultat global	x	0,1	0,1	—
Bénéfice net :				
Quote-part dans les résultats d'une entreprise associée		(0,2)	0,1	—
Résultat global :				
Quote-part dans le résultat global d'une entreprise associée		0,1	0,1	—

c) Immobilisations corporelles

Sous les IFRS, la toiture et la ventilation sont des composantes distinctes du bâtiment et leur durée d'utilité est inférieure à celle du bâtiment. La toiture et la ventilation sont amorties sur une période de 20 ans et le reste du bâtiment est amorti sur une période de 50 ans. Sous les PCGR, le bâtiment au complet était amorti sur une période de 40 ans. Les impacts de cet ajustement ont été les suivants :

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011	18 décembre 2010	26 septembre 2010
Situation financière :				
Immobilisations corporelles	t	16,8	16,2	16,0
Actifs d'impôts différés	q	(1,0)	(1,1)	(1,0)
Passifs d'impôts différés	q	3,3	3,1	3,2
Résultats non distribués	w	12,5	12,0	11,8
Bénéfice net :				
Amortissement	z	1,2	0,3	—
Frais de fermeture		(0,3)	—	—
Impôts sur les bénéfices	aa	(0,2)	(0,1)	—
Tableau des flux de trésorerie :				
Perte sur cession et radiation d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement		0,3	—	—

d) Dépréciation d'actifs

Sous les IFRS, les tests de dépréciation sont effectués au niveau de l'actif lui-même, d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) ou d'un groupe d'UGT. Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Chaque magasin représente une UGT distincte et les tests de dépréciation sont réalisés au niveau des magasins. Les tests de dépréciation des entrepôts sont effectués au niveau de différents groupes d'UGT. Pour le goodwill, les marques privées et les actifs de support qui ne peuvent pas être attribués en totalité à une seule UGT, les tests de dépréciation sont effectués au niveau du seul secteur opérationnel. Les immeubles de placement, le placement dans une entreprise associée, les bannières et les programmes de fidélisation sont testés au niveau de l'actif lui-même. Sous les PCGR, les tests de dépréciation étaient effectués au niveau de l'actif lui-même, d'un groupe d'actifs ou d'une unité d'exploitation. Les impacts de ces ajustements ont été les suivants :

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011	18 décembre 2010	26 septembre 2010
Situation financière :				
Immobilisations corporelles	t	(80,5)	(82,8)	(85,7)
Immeubles de placement	u	(4,5)	(4,4)	(4,4)
Immobilisations incorporelles		(11,3)	(11,0)	(11,7)
Actifs d'impôts différés	q	15,5	(13,9)	24,2
Passifs d'impôts différés	q	(8,9)	(38,8)	(1,7)
Résultats non distribués	w	(71,9)	(73,3)	(75,9)
Bénéfice net :				
Pertes de valeur	y	(14,8)	—	—
Reprises de pertes de valeur	y	5,5	—	—
Amortissement	z	14,7	3,5	—
Impôts sur les bénéfices	aa	(1,4)	(0,9)	—

À la date de transition aux IFRS et au cours des périodes subséquentes, les tests de dépréciation, effectués au niveau des magasins et des entrepôts, consistaient en une comparaison entre la valeur comptable et la valeur recouvrable de l'actif, de l'UGT ou du groupe d'UGT. La valeur recouvrable représente le plus élevé entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Les valeurs recouvrables de chaque magasin et entrepôt ont été déterminées en fonction de leurs valeurs d'utilité, lesquelles ont été calculées en actualisant les prévisions de flux de trésorerie avant impôts des budgets financiers approuvés par la direction à un taux d'actualisation avant impôts de 14,4 %. Suite à ces tests, les pertes de valeur au 26 septembre 2010 ont été réparties de la façon suivante aux différentes catégories d'immobilisations corporelles et incorporelles :

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

26 septembre 2010

Immobilisations corporelles :	
Bâtiments	8,3 \$
Terrains	1,9
Équipement	44,7
Améliorations locatives	29,3
Bâtiments loués en vertu de contrats de location-financement	1,5
	85,7 \$

26 septembre 2010

Immobilisations incorporelles :	
Droits de tenure à bail	3,3 \$
Logiciels	5,9
Améliorations et fidélisation des réseaux de détail	1,7
Dossiers d'ordonnance	0,8
	11,7 \$

À la date de transition aux IFRS et au cours des périodes subséquentes, des tests de dépréciation ont également été effectués au niveau des immeubles de placement. Leur valeur recouvrable a été déterminée en fonction de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente, laquelle est basée sur des transactions récentes observables sur le marché.

Des informations supplémentaires sur les pertes de valeur au 24 septembre 2011 sont présentées aux notes 13.E), F) et G).

e) Regroupements d'entreprises

Sous les IFRS, les frais relatifs aux regroupements d'entreprises sont passés en charges au moment où ils sont engagés. Seuls les coûts de restructuration de l'entreprise acquise qui auraient été engagés, même s'il n'y avait pas eu de regroupement d'entreprises, peuvent être inclus dans la répartition du prix d'achat. La participation ne donnant pas le contrôle est présentée dans les capitaux propres. Sous les PCGR, les frais relatifs aux regroupements d'entreprises étaient considérés dans la répartition du prix d'achat. Les coûts de restructuration de l'entreprise acquise pouvaient être inclus dans la répartition du prix d'achat. La participation ne donnant pas le contrôle était présentée dans les autres éléments de passif. Les impacts de ces ajustements ont été les suivants :

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011	18 décembre 2010	26 septembre 2010
Situation financière :				
Goodwill		(0,8)	(0,2)	—
Autres actifs financiers	s	(0,3)	—	—
Passifs d'impôts différés	q	(0,3)	—	—
Autres éléments de passif		(0,5)	(0,5)	(0,5)
Résultats non distribués	w	(0,8)	(0,2)	—
Participations ne donnant pas le contrôle		0,5	0,5	0,5
Bénéfice net :				
Charges d'exploitation	y	(1,1)	(0,2)	—
Impôts sur les bénéfices	aa	0,3	—	—
Tableau des flux de trésorerie :				
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement		0,8	0,2	—

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non audités) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

f) Avantages du personnel

Écarts actuariels

Sous les IFRS, les écarts actuariels sont comptabilisés au résultat global. Sous les PCGR, ils étaient reportés et amortis en utilisant la méthode du corridor et comptabilisés dans le bénéfice net. Les impacts de cet ajustement ont été les suivants :

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011	18 décembre 2010
Situation financière :			
Actifs d'impôts différés	q	(1,1)	(0,2)
Actifs au titre des prestations définies	v	(23,2)	12,2
Passifs au titre des prestations définies	v	39,5	(18,2)
Passifs d'impôts différés	q	(17,0)	7,6
Résultats non distribués	w	3,0	0,6
Cumul des autres éléments du résultat global	x	(49,8)	22,0
Bénéfice net :			
Charge au titre des régimes à prestations définies	y	4,1	0,8
Impôts sur les bénéfices	aa	(1,1)	(0,2)
Résultat global :			
Gains (pertes) actuariels		(66,8)	29,6
Impôts correspondants		17,0	(7,6)

Coût des services passés

Sous les IFRS, le coût des services passés, pour lesquels les droits sont acquis, est constaté immédiatement au bénéfice net. Sous les PCGR, le coût des services passés était amorti linéairement sur la durée résiduelle moyenne d'activité des participants actifs, sans égard à l'acquisition des droits. Les impacts de cet ajustement ont été les suivants :

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011	18 décembre 2010	26 septembre 2010
Situation financière :				
Actifs d'impôts différés	q	1,7	1,7	1,7
Passifs au titre des prestations définies	v	10,6	10,2	10,4
Passifs d'impôts différés	q	(0,9)	(0,9)	(0,9)
Résultats non distribués	w	(8,0)	(7,6)	(7,8)
Bénéfice net :				
Charge au titre des régimes à prestations définies	y	(0,2)	0,2	—

Limite de l'actif et exigence de financement minimal

Sous les IFRS, en situation de surplus, les actifs au titre des prestations définies sont limités à la capacité de réduire les cotisations futures calculées sur les bases de continuité et de terminaison. De plus, un passif supplémentaire pourrait être enregistré lorsqu'une exigence de financement minimal dépasse les avantages économiques disponibles. Les effets de la limite et de l'exigence de financement minimal sont constatés à chaque période et enregistrés au résultat global. Sous les PCGR, en situation de surplus, les actifs au titre des prestations constituées étaient limités à la capacité de réduire les cotisations futures calculées sur la base de continuité. Tout écart relativement à la limite était enregistré au bénéfice net. Les impacts de cet ajustement ont été les suivants :

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011	18 décembre 2010	26 septembre 2010
Situation financière :				
Actifs au titre des prestations définies	v	(11,1)	(12,5)	(9,0)
Passifs d'impôts différés	q	(3,0)	(3,4)	(2,5)
Résultats non distribués	w	(6,6)	(6,5)	(6,5)
Cumul des autres éléments du résultat global	x	(1,5)	(2,6)	—
Bénéfice net :				
Charge au titre des régimes à prestations définies	y	(0,1)	—	—
Résultat global :				
Effet de la limite sur l'actif		0,5	(4,1)	—
Exigence de financement minimal		(2,5)	0,6	—
Impôts correspondants		0,5	0,9	—

Avantages postérieurs à l'emploi

Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi sont composés de prestations de retraite, d'assurance-vie postérieure à l'emploi et de soins de santé postérieurs à l'emploi. Certains régimes accordent les avantages d'assurance-vie et de soins de santé postérieurs à l'emploi seulement aux employés qui ont au moins 20 ans de service et 65 ans à l'âge de la retraite. Pour ces régimes, sous les IFRS, la constatation des droits d'assurance débute à l'âge de 45 ans pour les employés seulement embauchés avant cet âge. Sous les PCGR, la constatation se faisait à compter de la date d'embauche pour les employés seulement embauchés avant l'âge de 45 ans. Sous les IFRS, la date de constatation est plus tardive que sous les PCGR et pour cette raison, il y a moins d'obligations constatées sous les IFRS. Les impacts de cet ajustement ont été les suivants:

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011	18 décembre 2010	26 septembre 2010
Situation financière :				
Actifs au titre des prestations définies	v	3,8	3,8	3,8
Actifs d'impôts différés	q	(0,9)	(0,9)	(0,9)
Résultats non distribués	w	2,9	2,9	2,9

g) Impôts sur les bénéfices

Sous les IFRS, les différences entre les valeurs comptables et fiscales des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée doivent être comptabilisées à titre d'actifs ou de passifs d'impôts différés sur la base des taux d'impôt qui doivent s'appliquer au moment où l'actif sera réalisé. Étant donné que ces immobilisations ne sont pas amorties, il est considéré qu'elles seront réalisées au moment de leur disposition et par conséquent le taux d'impôt des gains en capital a été utilisé. Sous les PCGR, la pratique courante était de considérer le taux d'impôt du revenu d'entreprise pour la comptabilisation des impôts différés. Les impacts de cet ajustement ont été les suivants :

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011	18 décembre 2010	26 septembre 2010
Situation financière :				
Passifs d'impôts différés	q	(13,1)	(13,1)	(13,1)
Résultats non distribués	w	13,1	13,1	13,1

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non audités) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

h) Paiement fondé sur des actions

Sous les IFRS, lorsque les options d'achat d'actions attribuées sont acquises graduellement, chaque tranche doit être considérée comme une attribution séparée et la charge de rémunération est constatée sur la durée d'acquisition des droits de chaque tranche. Sous les PCGR, toutes les tranches étaient considérées comme une attribution unique et la charge de rémunération était constatée linéairement sur la durée totale d'acquisition des droits. Les impacts de cet ajustement ont été les suivants :

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011	18 décembre 2010	26 septembre 2010
Situation financière :				
Surplus d'apport		2,1	2,1	2,1
Résultats non distribués	w	(2,1)	(2,1)	(2,1)

PRÉSENTATION

i) Actifs destinés à la vente

Sous les IFRS, les actifs destinés à la vente sont présentés distinctement à l'état consolidé de la situation financière. Sous les PCGR, ils étaient inclus dans les débiteurs. L'impact de ce reclassement au 24 septembre 2011 a été de 6,6 \$.

j) Participation dans une entreprise associée

Sous les IFRS, les participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence sont présentées distinctement à l'état consolidé de la situation financière. Sous les PCGR, elles étaient incluses dans les placements et autres actifs. Les impacts de ce reclassement au 26 septembre 2010, au 18 décembre 2010 et au 24 septembre 2011 ont été de 219,5 \$, 230,7 \$ et 257,4 \$ respectivement (notes r et s).

k) Immeubles de placement

Sous les IFRS, les immeubles de placement sont détenus pour valoriser le capital et en retirer des loyers. Ils ne sont pas occupés par leur propriétaire dans le cadre de ses activités ordinaires. Ils sont présentés distinctement à l'état consolidé de la situation financière. Sous les PCGR, le concept d'immeubles de placement n'existait pas et ces terrains et bâtiments étaient inclus dans les immobilisations corporelles. Les impacts de ce reclassement ont été les suivants :

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011	18 décembre 2010	26 septembre 2010
Situation financière :				
Immobilisations corporelles	t	(31,5)	(32,1)	(32,2)
Immeubles de placement	u	31,5	32,1	32,2
Tableau des flux de trésorerie :				
Produit sur cession				
d'immobilisations corporelles		(2,8)	—	—
Produit sur cession d'immeubles				
de placement		2,8	—	—

l) Provisions

Sous les IFRS, les provisions courantes et non courantes sont présentées distinctement à l'état consolidé de la situation financière. Sous les PCGR, elles étaient incluses dans les créditeurs et les autres éléments de passif à long terme. Les impacts de ce reclassement ont été les suivants :

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

<i>Augmentation / (diminution)</i>	24 septembre 2011	18 décembre 2010	26 septembre 2010
Situation financière :			
Provisions courantes	17,3	7,9	9,2
Créditeurs	(17,3)	(7,9)	(9,2)
Provisions non courantes	4,0	4,8	4,8
Autres éléments de passif	(4,0)	(4,8)	(4,8)
Tableau des flux de trésorerie :			
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	(0,5)	—	—
Utilisation de provisions non courantes	(0,3)	—	—
Variation nette des autres éléments de passif	0,8	—	—

m) Dette

Sous les IFRS, les passifs financiers qui à la date de clôture viendront à échéance dans les 12 prochains mois sont présentés dans les éléments courants de l'état de la situation financière, même si un accord de refinancement est conclu après la date de clôture et avant la date d'autorisation de publication des états financiers. Sous les PCGR, ils étaient présentés dans les éléments non courants de l'état de la situation financière. L'impact de ce reclassement au 24 septembre 2011 a été de 369,3 \$ pour la facilité de crédit A.

n) Impôts différés

Sous les IFRS, les actifs et passifs d'impôts différés sont classés dans les éléments non courants de l'état consolidé de la situation financière. Sous les PCGR, les portions courantes et non courantes des actifs et passifs d'impôts différés étaient présentées distinctement. Les impacts de ce reclassement des portions courantes des actifs et passifs d'impôts différés ont été de 12,3 \$ et 12,8 \$ au 26 septembre 2010, 17,8 \$ et 12,6 \$ au 18 décembre 2010 ainsi que 19,2 \$ et 11,2 \$ au 24 septembre 2011 (note q).

o) Programmes de fidélisation

Sous les IFRS, le coût des points des programmes de fidélisation est présenté en réduction du chiffre d'affaires. Sous les PCGR, il était présenté dans le coût des marchandises vendues et charges d'exploitation. Les impacts de ce reclassement ont été de 9,4 \$ pour la période de 12 semaines close le 18 décembre 2010 et 34,2 \$ pour l'exercice clos le 24 septembre 2011 (note y).

p) Intérêts et impôts payés

Sous les IFRS, les intérêts et impôts payés sont intégrés dans le tableau consolidé des flux de trésorerie. Sous les PCGR, les intérêts et impôts payés étaient présentés à titre d'information supplémentaire. Les impacts de ce reclassement ont été les suivants :

<i>Augmentation / (diminution)</i>	24 septembre 2011	18 décembre 2010
Tableau des flux de trésorerie :		
Frais financiers, nets	41,5	10,1
Intérêts payés	(45,1)	(20,1)
Revenus d'intérêts sur placements	0,1	—
Impôts sur les bénéfices	150,4	34,5
Impôts payés	(149,3)	(42,7)
Impôts futurs	(14,6)	(4,5)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	17,0	22,7

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

SOMMAIRE DES AJUSTEMENTS PAR POSTE DES ÉTATS FINANCIERS

SITUATION FINANCIÈRE

q) Actifs et passifs d'impôts différés

Actifs d'impôts différés

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011		
		IFRS 1	Traitement comptable	Présentation
Exemption à l'application rétrospective	a	11,2 \$	— \$	— \$
Immobilisations corporelles	c		(1,0)	
Dépréciation d'actifs	d		15,5	
Avantages du personnel				
Écarts actuariels	f		(1,1)	
Coût des services passés	f		1,7	
Avantages postérieurs à l'emploi	f		(0,9)	
Reclassement de la portion courante	n			19,2
		11,2 \$	14,2 \$	19,2 \$

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	18 décembre 2010		
		IFRS 1	Traitement comptable	Présentation
Exemption à l'application rétrospective	a	11,2 \$	— \$	— \$
Immobilisations corporelles	c		(1,1)	
Dépréciation d'actifs	d		(13,9)	
Avantages du personnel				
Écarts actuariels	f		(0,2)	
Coût des services passés	f		1,7	
Avantages postérieurs à l'emploi	f		(0,9)	
Reclassement de la portion courante	n			17,8
		11,2 \$	(14,4) \$	17,8 \$

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	26 septembre 2010		
		IFRS 1	Traitement comptable	Présentation
Exemption à l'application rétrospective	a	11,2 \$	— \$	— \$
Immobilisations corporelles	c		(1,0)	
Dépréciation d'actifs	d		24,2	
Avantages du personnel				
Coût des services passés	f		1,7	
Avantages postérieurs à l'emploi	f		(0,9)	
Reclassement de la portion courante	n			12,3
		11,2 \$	24,0 \$	12,3 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Passif d'impôts différés

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011		
		IFRS 1	Traitement comptable	Présentation
Exemption à l'application rétrospective	a	(10,9) \$	— \$	— \$
Participation dans une entreprise associée	b		0,1	
Immobilisations corporelles	c		3,3	
Dépréciation d'actifs	d		(8,9)	
Regroupements d'entreprises	e		(0,3)	
Avantages du personnel				
Écarts actuariels	f		(17,0)	
Coût des services passés	f		(0,9)	
Limite de l'actif et exigence de financement minimal	f		(3,0)	
Impôts sur les bénéfices	g		(13,1)	
Reclassement de la portion courante	n			11,2
		(10,9) \$	(39,8) \$	11,2 \$

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	18 décembre 2010		
		IFRS 1	Traitement comptable	Présentation
Exemption à l'application rétrospective	a	(10,9) \$	— \$	— \$
Participation dans une entreprise associée	b		0,1	
Immobilisations corporelles	c		3,1	
Dépréciation d'actifs	d		(38,8)	
Avantages du personnel				
Écarts actuariels	f		7,6	
Coût des services passés	f		(0,9)	
Limite de l'actif et exigence de financement minimal	f		(3,4)	
Impôts sur les bénéfices	g		(13,1)	
Reclassement de la portion courante	n			12,6
		(10,9) \$	(45,4) \$	12,6 \$

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	26 septembre 2010		
		IFRS 1	Traitement comptable	Présentation
Exemption à l'application rétrospective	a	(10,9) \$	— \$	— \$
Participation dans une entreprise associée	b		0,1	
Immobilisations corporelles	c		3,2	
Dépréciation d'actifs	d		(1,7)	
Avantages du personnel				
Coût des services passés	f		(0,9)	
Limite de l'actif et exigence de financement minimal	f		(2,5)	
Impôts sur les bénéfices	g		(13,1)	
Reclassement de la portion courante	n			12,8
		(10,9) \$	(14,9) \$	12,8 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non audités) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

r) Participation dans une entreprise associée

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011		18 décembre 2010		26 septembre 2010	
		Traitement comptable	Présentation	Traitement comptable	Présentation	Traitement comptable	Présentation
Quote-part de la conversion IFRS d'une entreprise associée	b	1,3 \$	— \$	1,6 \$	— \$	1,4 \$	— \$
Reclassement des autres actifs financiers	j		257,4		230,7		219,5
		1,3 \$	257,4 \$	1,6 \$	230,7 \$	1,4 \$	219,5 \$

s) Autres actifs financiers

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011		18 décembre 2010		26 septembre 2010	
		Traitement comptable	Présentation	Présentation	Présentation		
Regroupements d'entreprises	e	(0,3) \$	— \$	— \$	— \$		
Reclassement de la participation dans une entreprise associée	j		(257,4)	(230,7)	(219,5)		
		(0,3) \$	(257,4) \$	(230,7) \$	(219,5) \$		

t) Immobilisations corporelles

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011		18 décembre 2010		26 septembre 2010	
		Traitement comptable	Présentation	Traitement comptable	Présentation	Traitement comptable	Présentation
Composantes	c	16,8 \$	— \$	16,2 \$	— \$	16,0 \$	— \$
Dépréciation d'actifs	d	(80,5)		(82,8)		(85,7)	
Reclassement des immeubles de placement	k		(31,5)		(32,1)		(32,2)
		(63,7) \$	(31,5) \$	(66,6) \$	(32,1) \$	(69,7) \$	(32,2) \$

u) Immeubles de placement

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011		18 décembre 2010		26 septembre 2010	
		Traitement comptable	Présentation	Traitement comptable	Présentation	Traitement comptable	Présentation
Dépréciation d'actifs	d	(4,5) \$	— \$	(4,4) \$	— \$	(4,4) \$	— \$
Reclassement des immobilisations corporelles	k		31,5		32,1		32,2
		(4,5) \$	31,5 \$	(4,4) \$	32,1 \$	(4,4) \$	32,2 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non audités) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

v) Actifs et passifs au titre des prestations définies

Actifs au titre des prestations définies

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011		18 décembre 2010		26 septembre 2010	
		IFRS 1	Traitement comptable	IFRS 1	Traitement comptable	IFRS 1	Traitement comptable
Exemption à l'application rétrospective	a	(47,3) \$	— \$	(47,3) \$	— \$	(47,3) \$	— \$
Avantages du personnel							
Gains (pertes) actuariels	f		(23,2)		12,2		
Limite de l'actif et exigence de financement minimal	f		(11,1)		(12,5)		(9,0)
Avantages postérieurs à l'emploi	f		3,8		3,8		3,8
		(47,3) \$	(30,5) \$	(47,3) \$	3,5 \$	(47,3) \$	(5,2) \$

Passifs au titre des prestations définies

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011		18 décembre 2010		26 septembre 2010	
		IFRS 1	Traitement comptable	IFRS 1	Traitement comptable	IFRS 1	Traitement comptable
Exemption à l'application rétrospective	a	38,1 \$	— \$	38,1 \$	— \$	38,1 \$	— \$
Avantages du personnel							
Pertes (gains) actuariels	f		39,5		(18,2)		
Coût des services passés	f		10,6		10,2		10,4
		38,1 \$	50,1 \$	38,1 \$	(8,0) \$	38,1 \$	10,4 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

w) Résultats non distribués

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011		18 décembre 2010		26 septembre 2010	
		IFRS 1	Traitement comptable	IFRS 1	Traitement comptable	IFRS 1	Traitement comptable
Exemption à l'application rétrospective	a	(63,3) \$	— \$	(63,3) \$	— \$	(63,3) \$	— \$
Participation dans une entreprise associée	b		1,1		1,4		1,3
Immobilisations corporelles	c		12,5		12,0		11,8
Dépréciation d'actifs	d		(71,9)		(73,3)		(75,9)
Regroupements d'entreprises	e		(0,8)		(0,2)		
Avantages du personnel							
Écart actuariels	f		3,0		0,6		
Coût des services passés	f		(8,0)		(7,6)		(7,8)
Limite de l'actif et exigence de financement minimal	f		(6,6)		(6,5)		(6,5)
Avantages postérieurs à l'emploi	f		2,9		2,9		2,9
Impôts sur les bénéfices	g		13,1		13,1		13,1
Paiement fondé sur des actions	h		(2,1)		(2,1)		(2,1)
		(63,3) \$	(56,8) \$	(63,3) \$	(59,7) \$	(63,3) \$	(63,2) \$

x) Cumul des autres éléments du résultat global

<i>Augmentation / (diminution)</i>	Notes	24 septembre 2011		18 décembre 2010	
		Traitement comptable		Traitement comptable	
Participation dans une entreprise associée	b	0,1 \$		0,1 \$	
Avantages du personnel					
Gains (pertes) actuariels	f	(49,8)		22,0	
Limite de l'actif et exigence de financement minimal	f	(1,5)		(2,6)	
		(51,2) \$		19,5 \$	

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

BÉNÉFICE NET

y) Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation

<i>Diminution / (augmentation)</i>	Notes	24 septembre 2011		18 décembre 2010	
		Traitement comptable	Présentation	Traitement comptable	Présentation
Dépréciation d'actifs					
Pertes de valeur	d	(14,8) \$	— \$	— \$	— \$
Reprises de pertes de valeur	d	5,5			
Regroupements d'entreprises	e	(1,1)		(0,2)	
Avantages du personnel					
Écarts actuariels	f	4,1		0,8	
Coût des services passés	f	(0,2)		0,2	
Limite de l'actif et exigence de financement minimal	f	(0,1)			
Programmes de fidélisation	o		34,2		9,4
		(6,6) \$	34,2 \$	0,8 \$	9,4 \$

z) Amortissement

<i>Diminution / (augmentation)</i>	Notes	24 septembre 2011	18 décembre 2010
		Traitement comptable	Traitement comptable
Immobilisations corporelles	c	1,2 \$	0,3 \$
Dépréciation d'actifs	d	14,7	3,5
		15,9 \$	3,8 \$

aa) Impôts sur les bénéfices

<i>Diminution / (augmentation)</i>	Notes	24 septembre 2011	18 décembre 2010
		Traitement comptable	Traitement comptable
Immobilisations corporelles	c	(0,2) \$	(0,1) \$
Dépréciation d'actifs	d	(1,4)	(0,9)
Regroupements d'entreprises	e	0,3	
Avantages du personnel			
Écarts actuariels	f	(1,1)	(0,2)
		(2,4) \$	(1,2) \$

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés, présentés en dollars canadiens, ont été dressés par la direction conformément aux IFRS telles que publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board). Les états financiers consolidés ont été préparés dans les limites raisonnables de l'importance relative, selon le principe du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à leur juste valeur. Les principales méthodes comptables sont résumées ci-après :

CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales ainsi que ceux des entités ad hoc. Les transactions et soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
*(non audités) (en millions de dollars, sauf indication contraire)***CONSTATATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES**

Le chiffre d'affaires provient essentiellement de la vente de biens. Les ventes au détail des magasins corporatifs et des magasins se qualifiant à titre d'entités ad hoc sont constatées au moment de la vente au consommateur. Les ventes aux magasins affiliés et autres clients sont constatées lorsque les marchandises leur sont livrées. Les rabais consentis par la Société à ses commerçants sont comptabilisés en réduction du chiffre d'affaires.

CONSTATATION DE CONTREPARTIES REÇUES DE FOURNISSEURS

Certaines contreparties en espèces reçues de fournisseurs sont considérées comme un ajustement du prix des produits du fournisseur et, en conséquence, sont enregistrées en réduction du coût des marchandises vendues et des stocks connexes lors de leur constatation dans les états financiers consolidés. Certaines exceptions s'appliquent lorsque les contreparties en espèces reçues représentent soit un remboursement des coûts différentiels engagés par la Société pour vendre les produits des fournisseurs, soit un paiement au titre de biens livrés ou de services fournis aux fournisseurs. Ces autres contreparties reçues des fournisseurs sont enregistrées, selon leur nature, dans le chiffre d'affaires ou en diminution du coût des marchandises vendues et charges d'exploitation lorsque l'encaissement est considéré comme probable et pouvant faire l'objet d'une estimation raisonnable.

PROGRAMMES DE FIDÉLISATION

La Société a deux programmes de fidélisation.

Le premier programme est la propriété d'un tiers et la Société agit à titre de mandataire. Au moment de la vente au consommateur, elle enregistre le coût de ce programme en réduction de son chiffre d'affaires.

Le second programme appartient à la Société. Au moment de la vente au consommateur, la Société enregistre une partie de celle-ci à titre de revenus reportés correspondant à la juste valeur des points émis dans le cadre de ce programme. La détermination de cette juste valeur repose sur la valeur d'échange des points accordés et le taux d'utilisation attendu des points qui sont réévalués régulièrement. Les revenus reportés sont inclus dans les crédettes et ils sont reconnus dans le chiffre d'affaires au moment de l'utilisation des points par le consommateur.

CONVERSION DES DEVISES

Les états financiers consolidés sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de la Société, soit les dollars canadiens. Les transactions en monnaie étrangère sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de la transaction. À chaque clôture, les éléments monétaires en monnaie étrangère sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les éléments non monétaires en monnaie étrangère, évalués au coût historique, sont convertis au taux de change à la date de la transaction. Les éléments non monétaires en monnaie étrangère, évalués à la juste valeur, sont convertis au taux de change à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée. Les gains / pertes résultant de la conversion des devises sont imputés au bénéfice net.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les actifs et les passifs d'impôts exigibles au titre de l'exercice et des exercices précédents sont évalués au montant que l'on s'attend à recouvrer ou à payer auprès des administrations fiscales. Les taux d'impôt et les règles fiscales appliqués pour déterminer ces montants sont ceux qui ont été adoptés ou quasi adoptés par les autorités fiscales à la date de clôture.

Les impôts sur les bénéfices sont calculés selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, des actifs et des passifs d'impôts différés sont constatés au titre des impôts estimatifs à recouvrer ou à payer auxquels donneraient lieu la réalisation des actifs ou le règlement des passifs à leur valeur comptable. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués d'après les taux d'imposition quasi adoptés pour les exercices au cours desquels il est prévu que les écarts temporaires se résorberont. Les modifications apportées à ces soldes sont constatées dans le bénéfice net de la période au cours de laquelle elles se produisent. La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'apparaît plus probable qu'un bénéfice suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de la totalité ou d'une partie de ces actifs d'impôts différés.

L'impôt relatif à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
*(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)***PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS**

Une charge relative à la rémunération à base d'actions est comptabilisée pour les régimes d'options d'achat d'actions et d'unités d'actions au rendement (UAR) offerts à certains employés.

Les options d'achat d'actions attribuées sont acquises graduellement sur la période d'acquisition des droits et chaque tranche est considérée comme une attribution séparée. La valeur de la charge de rémunération est établie en fonction de la juste valeur des options d'achat d'actions à la date d'attribution en utilisant le modèle d'évaluation Black & Scholes. La charge de rémunération est comptabilisée sur la durée d'acquisition des droits de chaque tranche.

Pour le régime d'UAR, la valeur de la charge de rémunération est établie en fonction de la valeur boursière des actions subalternes catégorie A de la Société à la date d'attribution. La charge de rémunération est constatée linéairement sur la période d'acquisition des droits. L'incidence de toute variation du nombre d'UAR est comptabilisée durant la période au cours de laquelle l'estimation est révisée. L'attribution se qualifie comme un instrument de capitaux propres.

BÉNÉFICE NET PAR ACTION

Le bénéfice net par action de base est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère par le nombre moyen pondéré d'actions subalternes catégorie A et d'actions catégorie B en circulation au cours de l'exercice. Pour le bénéfice net dilué par action, le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère et le nombre moyen pondéré d'actions subalternes catégorie A et d'actions catégorie B en circulation sont ajustés pour refléter les effets de toutes les actions potentielles dilutives.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, des fonds d'encaisse, des placements très liquides (dont la durée est initialement fixée à trois mois ou moins), des dépôts en circulation et des chèques émis et non encaissés. Ils sont classés dans les « Actifs financiers à la juste valeur par le biais du bénéfice net » et évalués à la juste valeur. Les gains / pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au bénéfice net.

DÉBITEURS

Les débiteurs et les prêts à certains clients sont classés dans les « Prêts et créances » et sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.

STOCKS

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks en entrepôts est déterminé selon la méthode du coût moyen net de certaines contreparties reçues de fournisseurs. Le coût des stocks en magasins est évalué selon le prix de détail réduit de la marge bénéficiaire brute et de certaines contreparties reçues de fournisseurs. Tous les coûts pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent sont ajoutés au coût des stocks en entrepôts et en magasins.

ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE

Les actifs non courants sont classés comme des actifs destinés à la vente si leur valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par une utilisation continue. Cette condition est remplie lorsque la vente est hautement probable, que les actifs sont disponibles en vue d'une vente immédiate dans leur état actuel et que la direction s'est engagée dans un plan de vente qui devrait se conclure dans un délai d'un an à compter de la date de cette classification. Les actifs destinés à la vente sont évalués au moindre de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Ils ne sont pas amortis.

PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

La Société détient une participation dans une entreprise associée sur laquelle elle exerce une influence notable. Cette participation est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
*(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)***PARTICIPATION DANS UNE COENTREPRISE**

La Société détient une participation dans une coentreprise dont l'activité économique est exercée sous le contrôle conjoint des coentrepreneurs en vertu d'un accord contractuel. Cette participation est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part dans les résultats de la coentreprise est comptabilisée dans le coût des marchandises vendues et charges d'exploitation.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les principales composantes d'une immobilisation corporelle, ayant des durées d'utilité différentes, sont amorties distinctement. Les bâtiments et l'équipement sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité. Les améliorations locatives sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité estimative ou sur la durée restante du contrat de location, si elle est inférieure. La méthode d'amortissement et l'estimation des durées d'utilité sont réévaluées annuellement.

Bâtiments	20 à 50 ans
Équipement	3 à 20 ans
Améliorations locatives	5 à 20 ans

CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location sont classés à titre de contrats de location-financement lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien loué est transférée au preneur. Au moment de la comptabilisation initiale, le preneur comptabilise un actif pour le bien loué en vertu de contrat de location-financement à sa juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location. Un passif correspondant à payer au bailleur est inscrit à l'état consolidé de la situation financière comme obligation découlant de contrats de location-financement. Pour les périodes subséquentes, l'actif est amorti linéairement sur la durée du bail et les intérêts relatifs à l'obligation sont imputés directement au bénéfice net.

Les contrats de location sont classés à titre de contrats de location simple lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien loué n'est pas transférée au preneur. Les paiements au titre de la location sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont détenus pour valoriser le capital et en retirer des loyers. Ils ne sont pas occupés par leur propriétaire dans le cadre de ses activités ordinaires. Ils sont comptabilisés au coût. À l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, les principales composantes sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité respective qui varie de 20 à 50 ans. La méthode d'amortissement et l'estimation des durées d'utilité sont réévaluées annuellement.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont comptabilisées au coût et sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité. La méthode d'amortissement et l'estimation des durées d'utilité sont réévaluées annuellement.

Droits de tenure à bail	20 à 40 ans
Logiciels	3 à 10 ans
Améliorations et fidélisation des réseaux de détail	5 à 30 ans
Dossiers d'ordonnances	10 ans

Les bannières que la Société a l'intention de conserver et d'exploiter, les marques privées pour lesquelles elle continue de développer de nouveaux produits et les programmes de fidélisation qu'elle a l'intention de maintenir se qualifient à titre d'immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée. Elles sont comptabilisées au coût et ne sont pas amorties.

GOODWILL

Le goodwill est comptabilisé au coût, lequel représente l'excédent du prix d'achat sur la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise à la date d'acquisition. Le goodwill n'est pas amorti.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés

Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010

(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société doit déterminer s'il existe un indice de dépréciation pour ses immobilisations corporelles, ses immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée, ses immeubles de placement et son placement dans une entreprise associée. S'il existe un indice, elle doit effectuer un test de dépréciation. Pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et le goodwill, elle doit effectuer un test de dépréciation au minimum à chaque année, qu'il y ait un indice de dépréciation ou non.

Les tests de dépréciation sont effectués au niveau de l'actif lui-même, d'une UGT ou d'un groupe d'UGT. Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Chaque magasin représente une UGT distincte. Les tests de dépréciation des entrepôts sont effectués au niveau de différents groupes d'UGT. Pour le goodwill, les marques privées et les actifs de support qui ne peuvent pas être attribués en totalité à une seule UGT, les tests de dépréciation sont effectués au niveau du seul secteur opérationnel. Les immeubles de placement, le placement dans une entreprise associée, les bannières et les programmes de fidélisation sont testés au niveau de l'actif lui-même.

Les tests de dépréciation consistent en une comparaison entre la valeur comptable et la valeur recouvrable de l'actif, de l'UGT ou du groupe d'UGT. En général, la valeur recouvrable représente le plus élevé entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente. La valeur d'utilité correspond aux prévisions de flux de trésorerie avant impôts des budgets financiers approuvés par la direction. Ces prévisions reflètent l'expérience passée et elles sont actualisées à un taux avant impôts correspondant au taux attendu par le marché pour ce type d'investissement. Pour les immeubles de placement, le placement dans une entreprise associée, les bannières et les programmes de fidélisation, la valeur d'utilité représente la juste valeur de ces actifs diminuée des coûts de la vente. Si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable, une perte de valeur est constatée au bénéfice net pour un montant égal à l'excédent. Les pertes de valeur liées à une UGT ou groupe d'UGT sont réparties au prorata des actifs de l'UGT ou du groupe d'UGT, sans toutefois réduire la valeur comptable des actifs en dessous du plus élevé de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente, leur valeur d'utilité et zéro.

À l'exception du goodwill, si une reprise de perte de valeur survient, elle doit être comptabilisée immédiatement au bénéfice net. Les reprises de perte de valeur liées à une UGT ou groupe d'UGT sont réparties au prorata des actifs de l'UGT ou du groupe d'UGT. La valeur recouvrable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée sur cet actif au cours des exercices antérieurs.

FRAIS DE FINANCEMENT REPORTÉS

Les frais de financement relatifs à la dette sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts correspondants. Au moment du remboursement de l'un de ces emprunts, les frais de financement correspondants sont imputés au bénéfice net.

AVANTAGES DU PERSONNEL

Les avantages du personnel comprennent les avantages du personnel à court terme qui correspondent aux salaires et charges sociales et sont comptabilisés immédiatement au bénéfice net, ainsi que les indemnités de fin de contrat de travail qui sont enregistrés au passif et au bénéfice net lorsque la Société s'est manifestement engagée à mettre fin à l'emploi.

Les avantages du personnel comprennent aussi les avantages postérieurs à l'emploi qui inclut les prestations de retraite (incluant les régimes à prestations définies et à cotisations définies) et les avantages complémentaires de retraite tels que l'assurance-vie et médicale postérieure à l'emploi. Les avantages du personnel comprennent également les autres avantages à long terme, soit les indemnités pour invalidité de longue durée non couvertes par des régimes d'assurances et les avantages complémentaires offerts aux employés en invalidité de longue durée. La comptabilisation des actifs et des obligations découlant des régimes de retraite à prestations définies, des régimes d'avantages complémentaires de retraite et des autres avantages à long terme est effectuée selon les méthodes comptables suivantes :

- Les obligations au titre des prestations définies et le coût des prestations de retraite, des avantages complémentaires de retraite et autres avantages à long terme gagnés par les participants sont établis par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées. Les calculs sont effectués à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu à long terme des actifs des régimes, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des participants et les coûts prévus des soins de santé.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

- Pour les besoins du calcul du taux attendu de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur.
- Les obligations au titre des prestations définies sont actualisées d'après les taux de rendement du marché des obligations de sociétés de première catégorie dont les flux de trésorerie correspondent à l'échelonnement et au montant des versements prévus au titre des prestations.
- Les gains actuariels ou pertes actuarielles résultent de l'écart entre le rendement réel des actifs des régimes au cours d'une période et le rendement prévu pendant cette période, des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies et de l'expérience émergente différente des hypothèses retenues. Les écarts actuariels relatifs aux régimes de retraite et aux autres régimes d'avantages complémentaires de retraite sont comptabilisés pendant la période au cours de laquelle ils surviennent comme autres éléments du résultat global. Les écarts actuariels relatifs aux autres avantages à long terme sont comptabilisés en totalité immédiatement au bénéfice net.
- Le coût des services passés est comptabilisé immédiatement au bénéfice net dans la mesure où les droits à prestations sont déjà acquis. Autrement, il est amorti selon une méthode linéaire sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis.
- L'actif ou le passif au titre des régimes à prestations définies comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière correspond à la différence entre la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs du régime. Dans le cas où un régime est en situation de surplus, cet actif est limité au moindre de la valeur actuarielle déterminée pour fins comptables et de la valeur de l'avantage économique qu'il peut procurer dans le futur sous la forme de remboursements de surplus ou de congés de cotisations. De plus, un passif supplémentaire pourrait être enregistré lorsqu'une exigence de financement minimal au titre des services passés dépasse les avantages économiques disponibles. L'effet de la limite sur l'actif et l'exigence de financement minimal sont enregistrés directement comme autres éléments sur résultat global dans la période au cours de laquelle ils surviennent.

Le coût des régimes de retraite à cotisations définies, qui inclut celui des régimes de retraite à entreprises multiples, est enregistré lorsque les cotisations sont dues. Étant donné que l'information nécessaire pour évaluer de manière fiable l'obligation et les actifs des régimes multi-employeurs à prestations définies n'est pas disponible et qu'aucune évaluation actuarielle selon les normes IFRS n'est effectuée, ces régimes sont comptabilisés à titre de régimes à cotisations définies.

PROVISIONS

Les provisions sont comptabilisées si la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'elle sera tenue d'éteindre l'obligation et si le montant peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture. Lorsqu'une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

Les obligations actuelles résultant de contrats déficitaires sont comptabilisées et évaluées comme des provisions. Un contrat est considéré déficitaire si les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations sont supérieurs aux avantages économiques attendus de ce contrat.

AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les emprunts bancaires, les créditeurs, la facilité de crédit, les billets, les emprunts et les obligations découlant de contrats de location-financement sont classés dans les « Autres passifs financiers » et sont évalués initialement à la juste valeur. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
*(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)***PARTICIPATION NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE**

La participation ne donnant pas le contrôle dans Adonis et Phoenicia devrait être comptabilisée dans les capitaux propres. Toutefois, la Société a l'option de racheter la participation de l'actionnaire minoritaire dans Adonis et Phoenicia (voir note 5) et l'actionnaire minoritaire a l'option de se faire racheter par la Société sa participation dans les deux entreprises sous certaines conditions à compter d'une date déterminée. Étant donné ces options, la participation ne donnant pas le contrôle devient un passif financier. Il est évalué à la juste valeur et les gains / pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période peuvent être enregistrés au bénéfice net ou dans les résultats non distribués. La Société a choisi de les enregistrer dans les résultats non distribués.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Conformément à sa stratégie de gestion de risques, la Société utilise des instruments financiers dérivés à des fins de couverture. Au moment de la mise en place d'une relation de couverture, la Société indique si elle appliquera la comptabilité de couverture à cette relation. Elle documente formellement plusieurs informations notamment le choix d'appliquer la comptabilité de couverture, l'élément couvert, l'élément de couverture, les risques faisant l'objet de la couverture, la durée prévue pendant laquelle la relation devrait être efficace ainsi que les objectifs et la stratégie de gestion des risques.

L'efficacité de la relation de couverture est évaluée au moment de sa mise en place afin de déterminer si elle sera hautement efficace pendant la durée de la relation. De plus, elle est évaluée périodiquement afin de s'assurer que la comptabilité de couverture est toujours appropriée. Les résultats de ces évaluations sont formellement documentés.

Les instruments financiers dérivés utilisés par la Société sont principalement composés de contrats d'échange de taux d'intérêt afin d'échanger les paiements à taux d'intérêt variable contre des paiements à un taux d'intérêt fixe. La Société a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture et de désigner ses contrats d'échange de taux d'intérêt à titre de couverture de flux de trésorerie. Ils sont évalués à la juste valeur et les gains / pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au résultat global, dans la mesure où la couverture est jugée efficace.

La Société utilise également des contrats de change à terme pour se protéger des variations de taux de change sur des achats futurs de biens et services en différentes devises. En raison de leur courte échéance, elle a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture à ses contrats de change à terme. Ces instruments financiers dérivés sont classés dans les « Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par le biais du bénéfice net » et évalués à la juste valeur. Les gains / pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au bénéfice net.

4. NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES**RÉCEMMENT PUBLIÉES****IFRS 9 Instruments financiers**

En novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers ». Cette nouvelle norme simplifie le classement et l'évaluation des actifs financiers contenus dans l'IAS 39 « Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation ». Les actifs financiers seront évalués au coût amorti ou à la juste valeur. Ainsi, ils doivent être évalués au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies :

- a) la détention s'inscrit dans un modèle économique où l'objectif est de recevoir des flux de trésorerie contractuels; et
- b) les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal impayé.

Tous les autres actifs financiers doivent être évalués à la juste valeur par le biais du bénéfice net. L'entité peut utiliser une option de la juste valeur, si certaines conditions sont réunies, au lieu d'une évaluation au coût amorti. De plus, pour les participations en capitaux propres qui ne sont pas détenues à des fins de transaction, l'entité peut, lors de la comptabilisation initiale, faire le choix irrévocable d'évaluer ces instruments à la juste valeur par le biais du résultat global.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés

Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010

(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

En octobre 2010, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 9 afin d'ajouter les dispositions d'IAS 39 relatives au classement et à l'évaluation des passifs financiers. Toutefois, dans le cas d'un passif financier évalué à la juste valeur par le biais du bénéfice net au moyen de l'option de la juste valeur, la part des variations de la juste valeur de ce passif qui est attribuable aux changements du risque de crédit du passif est comptabilisée directement dans les autres éléments du résultat global.

L'IFRS 9 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise à certaines conditions.

IFRS 10 États financiers consolidés

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10 « États financiers consolidés » en remplacement de la SIC-12 « Entités ad hoc » et de certaines parties d'IAS 27 « États financiers consolidés et individuels ». L'IFRS 10 utilise le contrôle comme base de consolidation unique, peu importe la nature de l'entité détenue. Elle définit le contrôle à l'aide des éléments suivants :

- a) le pouvoir sur l'entité détenue;
- b) l'exposition aux rendements variables résultant de la participation dans l'entité détenue, ou la détention de droits sur ces rendements;
- c) la capacité d'utiliser le pouvoir sur l'entité détenue pour influencer sur les rendements.

L'IFRS 10 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise à certaines conditions.

IFRS 11 Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 11 « Partenariats » en remplacement de l'IAS 31 « Participations dans des coentreprises » et de la SIC-13 « Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 requiert l'utilisation de la méthode de la mise en équivalence pour les coentreprises et élimine le recours à la consolidation proportionnelle. Cette nouvelle norme s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise à certaines conditions.

IFRS 12 Informations à fournir : Intérêts dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans les autres entités ». Cette norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses participations dans d'autres entités (c'est-à-dire filiales, partenariats, entreprises associées ou entités structurées non consolidées) ainsi que l'incidence de ces participations sur ses états financiers. L'IFRS 12 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise à certaines conditions. Les entités peuvent également choisir d'intégrer dans leurs états financiers seulement quelques exigences d'informations à fournir, sans adopter l'IFRS 12 de façon anticipée.

IFRS 13 Évaluation à la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13 « Évaluation à la juste valeur » afin d'établir un cadre unique pour l'évaluation à la juste valeur des éléments financiers et non financiers. Elle définit la juste valeur comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. De plus, elle exige la divulgation de certaines informations à l'égard de ces évaluations à la juste valeur. L'IFRS 13 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et une adoption anticipée est permise.

IAS 19 Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 19 « Avantages du personnel ». Les variations de l'obligation au titre des prestations définies et des actifs du régime devront être comptabilisées dans le résultat global au moment où elles surviendront, ce qui a pour effet d'éliminer la méthode du corridor et d'accélérer la comptabilisation du coût des services passés. De plus, les intérêts nets seront comptabilisés au bénéfice net et calculés en utilisant le taux de rendement du marché des obligations de sociétés de première catégorie à la fin de la période de présentation de l'information financière. Le rendement réel de l'actif du régime, déduction faite des intérêts nets, sera comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. Ces modifications seront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
*(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)***IAS 1 Présentation des états financiers**

En juin 2011, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1 « Présentation des états financiers ». Les autres éléments du résultat global et la charge d'impôts correspondante devront être regroupés selon qu'ils seront ou ne seront pas reclassés dans le bénéfice net au cours des périodes subséquentes. Ces modifications seront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012. L'adoption anticipée est permise.

La Société évalue actuellement l'incidence de toutes les modifications précédemment mentionnées sur ses résultats, sa situation financière et ses flux de trésorerie.

5. ACQUISITION D'ENTREPRISES

Le 23 octobre 2011, la Société a acquis 55 % des actifs nets d'Adonis, un détaillant dans la région montréalaise ayant quatre magasins et un cinquième qui s'est ajouté en décembre 2011, ainsi que Phoenicia, un importateur et un grossiste exploitant un centre de distribution à Montréal et un deuxième en banlieue de Toronto. Ces entreprises se spécialisent dans les produits alimentaires ethniques et périssables. Le prix d'achat de la participation de 55 % de la Société a été de 157,3 \$, dont un solde à payer de 28,9 \$. La détermination de la juste valeur des entreprises acquises et du coût de la participation de la Société n'est pas terminée et des ajustements au prix d'achat pourraient être enregistrés au cours du prochain trimestre. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. La Société détient le contrôle sur les entreprises acquises et leurs résultats ont été consolidés à compter de la date d'acquisition. La répartition provisoire du prix d'achat total se résumait comme suit :

Actifs nets acquis à leur juste valeur	
Actifs courants	31,4 \$
Immobilisations corporelles	14,1
Immobilisations incorporelles et goodwill	259,9
Passifs courants et non courants pris en charge	(19,4)
	<hr/>
	286,0 \$
	<hr/>
Contrepartie en espèces	128,4 \$
Solde à payer	28,9
	<hr/>
Contrepartie totale de la participation de la Société (55 %)	157,3
Participation ne donnant pas le contrôle (45 %)	128,7
	<hr/>
	286,0 \$

La direction effectue actuellement des analyses plus précises et des changements pourraient être apportés à la valeur des actifs nets acquis au fur et à mesure que ces informations seront disponibles. Les résultats d'exploitation connexes pourraient également varier par rapport aux montants enregistrés initialement.

Lorsque la répartition du prix d'achat sera finale, le goodwill résultant de l'acquisition correspondra au potentiel de développement des magasins Adonis ainsi qu'à l'élargissement de la clientèle par l'amélioration de l'offre de produits alimentaires ethniques dans l'ensemble des magasins de la Société. Au point de vue fiscal, environ 55 % du goodwill sera traité comme un bien en immobilisation admissible avec les déductions fiscales y afférentes et environ 45 % du goodwill ne sera pas déductible.

Depuis leur acquisition, les entreprises acquises ont augmenté le chiffre d'affaires et le bénéfice net de la Société de 33,0 \$ et 2,1 \$ respectivement. Si l'acquisition avait eu lieu au début de l'exercice, les entreprises acquises auraient augmenté le chiffre d'affaires et le bénéfice net de la Société d'un montant supplémentaire de l'ordre de 16,5 \$ et 1,1 \$ respectivement.

Des frais relatifs à l'acquisition de 0,7 \$ ont été comptabilisés dans le coût des marchandises vendues et charges d'exploitation.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

6. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LA NATURE DES COMPTES DE RÉSULTAT

	Exercices financiers	
	2012	2011
Chiffre d'affaires	2 711,7 \$	2 622,5 \$
Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation		
Coût des marchandises vendues	(2 221,1)	(2 147,9)
Salaires et charges sociales	(148,8)	(147,8)
Charge au titre des avantages du personnel	(12,4)	(11,8)
Loyers, taxes et frais communs	(58,8)	(58,8)
Électricité et gaz naturel	(25,5)	(23,9)
Autres charges	(65,5)	(62,7)
	(2 532,1)	(2 452,9)
Quote-part dans les résultats d'une entreprise associée	13,0	12,3
Amortissement		
Immobilisations corporelles	(34,7)	(32,9)
Immeubles de placement	—	(0,1)
Immobilisations incorporelles	(7,5)	(7,6)
	(42,2)	(40,6)
Frais financiers, nets		
Intérêts courants	(0,4)	(0,3)
Intérêts non courants	(10,0)	(10,1)
Amortissement des frais de financement reportés	(0,1)	(0,1)
Revenus d'intérêts	0,5	0,5
Effet du passage du temps	(0,1)	(0,1)
	(10,1)	(10,1)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	140,3 \$	131,2 \$

7. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les taux réels d'impôts sur les bénéfices s'établissaient comme suit :

	Exercices financiers	
<i>(en pourcentage)</i>	2012	2011
Taux combiné prévu par la loi	27,2	28,8
Variations		
Quote-part dans les résultats d'une entreprise associée	(1,6)	(1,4)
Autres	0,5	(0,2)
	26,1	27,2

8. BÉNÉFICE NET PAR ACTION

Le bénéfice net par action de base et le bénéfice net dilué par action ont été calculés selon le nombre d'actions suivant :

	Exercices financiers	
<i>(en millions)</i>	2012	2011
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – De base	100,8	104,5
Effet de dilution en vertu des :		
Régime d'options d'achat d'actions	0,5	0,4
Régime d'UAR	0,3	0,2
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – Dilué	101,6	105,1

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non audités) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

9. DETTE

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2012, la Société a obtenu une nouvelle facilité de crédit rotative de 600,0 \$ pour une période de cinq ans et elle a annulé la facilité de crédit rotative de 400,0 \$ échéant le 15 août 2012. La Société a l'intention d'utiliser une partie de la nouvelle facilité de crédit pour rembourser la facilité de crédit A de 369,3 \$ à son échéance, soit le 15 août 2012. La nouvelle facilité de crédit porte intérêt à des taux qui fluctuent selon les variations des taux des acceptations bancaires et elle est non garantie. Au 17 décembre 2011, elle n'était pas utilisée.

10. CAPITAL-ACTIONS

EN CIRCULATION

	Actions subalternes catégorie A		Actions catégorie B		Total
	Nombre <i>(en milliers)</i>		Nombre <i>(en milliers)</i>		
Solde au 26 septembre 2010	104 438	700,8 \$	631	1,3 \$	702,1 \$
Émission d'actions contre espèces	1	—	—	—	—
Rachat d'actions en espèces					
excluant une prime de 160,4 \$	(4 147)	(27,9)	—	—	(27,9)
Acquisition d'actions autodétenues					
excluant une prime de 7,6 \$	(190)	(1,3)	—	—	(1,3)
Actions autodétenues remises en circulation	94	0,6	—	—	0,6
Exercice d'options d'achat d'actions	257	9,1	—	—	9,1
Conversion d'actions catégorie B en actions subalternes catégorie A	54	0,1	(54)	(0,1)	—
Solde au 24 septembre 2011	100 507	681,4	577	1,2	682,6
Rachat d'actions en espèces					
excluant une prime de 18,7 \$	(462)	(3,1)	—	—	(3,1)
Exercice d'options d'achat d'actions	126	4,5	—	—	4,5
Solde au 17 décembre 2011	100 171	682,8 \$	577	1,2 \$	684,0 \$

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Les options en circulation se résumaient comme suit :

	Nombre <i>(en milliers)</i>	Prix d'exercice moyen pondéré <i>(en dollars)</i>
Solde au 26 septembre 2010	1 777	32,29
Attribuées	290	47,06
Exercées	(257)	27,30
Annulées	(34)	34,67
Solde au 24 septembre 2011	1 776	35,38
Exercées	(126)	27,84
Solde au 17 décembre 2011	1 650	35,95

Au 17 décembre 2011, les options en circulation avaient des prix d'exercice variant de 24,73 \$ à 47,14 \$ et des échéances allant jusqu'en 2018. De ces options, 409 740 pouvaient être exercées à un prix d'exercice moyen pondéré de 30,20 \$.

La charge de rémunération relative aux options d'achat d'actions s'est élevée à 0,6 \$ pour la période de 12 semaines close le 17 décembre 2011 (0,5 \$ en 2011).

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS AU RENDEMENT

Les UAR en circulation se résumaient comme suit :

	Nombre (en unités)
Solde au 26 septembre 2010	308 904
Octroyées	110 756
Réglées	(104 153)
Annulées	(5 778)
Solde aux 24 septembre 2011 et 17 décembre 2011	309 729

Le nombre d'actions subalternes catégorie A de la Société qui sont détenues en fiducie à l'intention des participants se résumait comme suit :

	Nombre (en unités)
Solde au 26 septembre 2010	203 548
Acquisition d'actions autodétenues	190 000
Actions autodétenues remises en circulation	(93 608)
Solde aux 24 septembre 2011 et 17 décembre 2011	299 940

La charge de rémunération relative aux UAR s'est élevée à 0,9 \$ pour la période de 12 semaines close le 17 décembre 2011 (0,8 \$ en 2011).

11. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Couverture de flux de trésorerie	Régimes à prestations définies	Quote-part dans une entreprise associée	Total
Solde au 26 septembre 2010	(0,3) \$	— \$	— \$	(0,3) \$
Variation de la juste valeur du dérivé désigné comme couverture de flux de trésorerie	0,4			0,4
Variations au titre des régimes à prestations définies				
Pertes actuarielles		(66,8)		(66,8)
Effet de la limite sur l'actif		0,5		0,5
Exigence de financement minimal		(2,5)		(2,5)
Quote-part dans les autres éléments du résultat global d'une entreprise associée			0,1	0,1
Impôts correspondants	(0,1)	17,5		17,4
Solde au 24 septembre 2011	—	(51,3)	0,1	(51,2)
Variations au titre des régimes à prestations définies				
Pertes actuarielles		(22,4)		(22,4)
Effet de la limite sur l'actif		(4,2)		(4,2)
Exigence de financement minimal		3,5		3,5
Impôts correspondants		7,1		7,1
Solde au 17 décembre 2011	— \$	(67,3) \$	0,1 \$	(67,2) \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

12. APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés de la période de 12 semaines close le 17 décembre 2011 (incluant les chiffres comparatifs) ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration le 30 janvier 2012.

13. INFORMATIONS ANNUELLES ADDITIONNELLES

A. Jugements et estimations significatifs

La préparation des états financiers consolidés nécessite que la direction exerce son jugement, procède à des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, du chiffre d'affaires, des autres revenus et des charges. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur des expériences passées et d'autres facteurs considérés pertinents et raisonnables. Elles sont révisées à chaque date de clôture. L'utilisation d'estimations différentes pourrait entraîner des montants différents dans les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

JUGEMENTS

Les jugements réalisés par la direction lors de l'application des méthodes comptables et qui ont l'impact le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont résumés ci-après :

Contrats de location

Pour déterminer si les contrats de location sont comptabilisés à titre de contrat de location simple ou de contrat de location-financement, la direction doit faire preuve de jugement pour déterminer si la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété a été transférée ou non. Pour ce faire, elle analyse les termes et conditions de chacun des contrats de location et évalue différents critères, dont la présence d'une option d'achat de l'actif à un prix de faveur, la durée du contrat de location par rapport à la durée de vie économique de l'actif et la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location par rapport à la juste valeur de l'actif loué.

Consolidation d'entités ad hoc

Pour certains magasins d'alimentation, la Société ne détient aucun droit de vote, mais elle assume la majorité de leurs risques et elle reçoit la majorité de leurs avantages. Pour ces raisons, la Société consolide ces magasins d'alimentation dans ses états financiers.

La Société ne détient aucun droit de vote dans une fiducie créée à l'intention des participants au régime d'UAR. Toutefois, en vertu d'une convention de fiducie, elle donne les instructions au fiduciaire pour l'achat et la vente des actions de la Société ainsi que pour les paiements faits aux bénéficiaires, elle donne l'argent au fiduciaire pour qu'il achète ses actions, elle absorbe la majorité des risques, elle reçoit la majorité des avantages et elle s'assure que la fiducie détient un nombre suffisant d'actions pour rencontrer ses obligations envers les bénéficiaires. La direction a conclu qu'elle contrôle cette fiducie et la consolide dans ses états financiers.

La Société a également une entente avec un distributeur dont elle assume la majorité des risques et reçoit la majorité des avantages. Pour ces raisons, la Société consolide ce distributeur dans ses états financiers.

RECOURS À DES ESTIMATIONS

Les hypothèses concernant l'avenir et les autres sources majeures d'incertitude relative aux estimations à la fin de la période de présentation de l'information financière, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif à la valeur des actifs et des passifs au cours de la période suivante, sont résumées ci-après :

Dépréciation d'actifs

Dans le cadre des tests de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et du goodwill, la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont estimées en utilisant un modèle d'actualisation des flux de trésorerie futurs, la méthode de la capitalisation du bénéfice avant frais financiers et impôts (BAII) excédentaire et la méthode de licence libre de redevance. Ces méthodes reposent sur différentes hypothèses, dont l'estimation des flux de trésorerie futurs, le BAII excédentaire, le taux de redevance, le taux d'actualisation, le multiple de capitalisation et le taux de croissance. Les hypothèses clés sont détaillées aux notes 13.F) et G).

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Paielement fondé sur des actions

Une charge de rémunération est enregistrée au bénéfice net pour toutes les attributions d'options d'achat d'actions. Elle correspond à la juste valeur des options d'achat d'actions à la date d'attribution, laquelle est calculée à l'aide du modèle Black & Scholes selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes pour l'exercice 2011 : taux d'intérêt sans risque de 2,7 %, durée prévue de 5,4 ans, volatilité prévue de 21,6 % et un taux de dividende prévu de 1,6 %. La volatilité prévue repose sur la volatilité historique des prix des actions sur une période similaire à la durée de vie des options.

Impôts différés

Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés au titre des pertes fiscales reportables lorsqu'il est probable que la Société disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. La direction exerce son jugement dans la détermination de ces actifs d'impôts différés, des hypothèses sont considérées, à savoir la période de consommation des reports déficitaires et le niveau des bénéfices imposables futurs conformément aux stratégies en matière de planification fiscale. L'estimation du niveau des bénéfices imposables futurs s'effectue lors de l'établissement des budgets et des plans stratégiques pour chaque juridiction fiscale et ce, sur une base non actualisée et est revue à chaque trimestre.

Régimes de retraite

Les obligations au titre des prestations définies, des avantages complémentaires de retraite et autres avantages à long terme ainsi que les coûts associés à ces obligations sont établis par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées. Ces calculs sont effectués à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu à long terme des actifs des régimes, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des participants et les coûts prévus des soins de santé. Les hypothèses clés sont détaillées à la note 13.K).

Participation ne donnant pas le contrôle

Le passif relatif à la participation ne donnant pas le contrôle est calculé en fonction du prix de rachat basé sur les bénéfices futurs d'Adonis et Phoenicia à compter de septembre 2017. Étant donné la source d'incertitude relative à l'estimation de ces bénéfices futurs, la Société a utilisé la mesure qu'elle a jugé la plus probable à la fin de la période.

B. Impôts sur les bénéfices

Les principales composantes de la charge d'impôts se présentaient comme suit :

Comptes de résultat consolidés

	Exercice 2011
Exigibles	
Charge d'impôts exigibles	133,2 \$
Ajustement au titre de l'impôt exigible des exercices précédents	2,6
Différés	
Ajustement afférent aux différences temporelles	17,0
	152,8 \$

États consolidés du résultat global

	Exercice 2011
Impôt différé lié aux éléments comptabilisés directement en autres éléments du résultat global pendant l'exercice	
Variation de la juste valeur du dérivé désigné comme couverture de flux de trésorerie	0,1 \$
Variations au titre des régimes à prestations définies	
Écarts actuariels	(17,0)
Effet de la limite sur l'actif	0,1
Exigence de financement minimal	(0,6)
	(17,4) \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Les impôts différés reflètent l'incidence fiscale nette des écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Les principales composantes de la charge d'impôts différés, des actifs et des passifs d'impôts différés s'établissaient comme suit :

	États consolidés de la situation financière		Comptes de résultat consolidés
	Au 24 septembre 2011	Au 26 septembre 2010	Exercice 2011
Charges à payer, provisions et autres réserves déductibles aux fins fiscales à leur décaissement seulement	(3,6) \$	(4,5) \$	1,3 \$
Pertes fiscales reportées	1,5	11,6	(10,1)
Stocks	(6,3)	(7,7)	1,4
Excédent de la valeur fiscale sur la valeur comptable nette des biens loués en vertu de contrats de location-financement	5,5	5,8	(0,3)
Contrats d'échange de taux d'intérêt	—	0,1	—
Avantages du personnel	32,0	18,7	(4,2)
Quote-part dans les résultats cumulés d'une entreprise associée	(30,9)	(27,6)	(3,3)
Excédent de la valeur comptable nette sur la valeur fiscale			
Immobilisations corporelles	(3,6)	(6,3)	2,7
Immeubles de placement	(7,2)	(7,4)	0,2
Immobilisations incorporelles	(41,8)	(42,4)	0,6
Goodwill	(18,8)	(16,0)	(5,3)
	<u>(73,2) \$</u>	<u>(75,7) \$</u>	<u>(17,0) \$</u>
Actifs d'impôts différés	45,8 \$	48,8 \$	
Passifs d'impôts différés	(119,0)	(124,5)	
	<u>(73,2) \$</u>	<u>(75,7) \$</u>	

C. Actifs destinés à la vente

À la fin de l'exercice 2011, la Société était engagée dans un plan de vente d'actifs. Ces actifs ont été reclassés dans les actifs destinés à la vente dans l'état consolidé de la situation financière et ils ont été évalués à la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Une perte de 6,3 \$ a été comptabilisée dans le coût des marchandises vendues et charges d'exploitation ainsi que dans les frais de fermeture.

D. Participation dans une entreprise associée

La Société détient une participation de 11,3 % dans une entreprise associée publique. La valeur boursière de l'entreprise associée était de 598,7 \$ au 24 septembre 2011 et 491,5 \$ au 26 septembre 2010.

La date de clôture des états financiers de l'entreprise associée est le dernier dimanche du mois d'avril de chaque année. Pour les fins de l'application de la méthode de mise en équivalence, la Société a utilisé les états financiers du premier trimestre de l'entreprise associée, soit le 17 juillet 2011 (18 juillet 2010).

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non audités) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Les informations financières de l'entreprise associée se résumaient comme suit :

	Au 24 septembre 2011	Au 26 septembre 2010 *
Quote-part dans l'état de la situation financière de l'entreprise associée :		
Actifs	489,1	407,2
Passifs	239,5	221,4
Valeur comptable de la participation	258,7	220,9

* Étant donné que les actifs et passifs selon les IFRS (soldes comparatifs) n'ont pas été divulgués dans les états financiers du premier trimestre de l'entreprise associée, la Société a présenté sa quote-part des actifs et passifs au 26 avril 2010.

	Exercice 2011
Quote-part dans les résultats d'une entreprise associée :	
Chiffre d'affaires	2 123,7
Bénéfice net	41,1
Variation du capital	1,3

E. Immobilisations corporelles

	Terrains	Bâtiments	Équipement	Améliorations locatives	Bâtiments contrats location-financement	Total
Coût						
Solde au 26 septembre 2010	143,1 \$	422,0 \$	1 102,4 \$	562,6 \$	35,5 \$	2 265,6 \$
Acquisitions	24,9	28,2	58,6	36,5	22,1	170,3
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	0,7	3,2	8,8			12,7
Transferts	(2,2)	(3,0)	(0,7)	(0,4)		(6,3)
Cessions et radiations	(0,8)	(7,2)	(40,8)	(1,8)	(2,0)	(52,6)
Solde au 24 septembre 2011	165,7 \$	443,2 \$	1 128,3 \$	596,9 \$	55,6 \$	2 389,7 \$
Amortissement cumulé et dépréciation						
Solde au 26 septembre 2010	(1,9) \$	(111,1) \$	(649,9) \$	(265,8) \$	(19,7) \$	(1 048,4) \$
Amortissement		(11,7)	(84,3)	(47,5)	(2,6)	(146,1)
Cessions et radiations		4,6	31,2		2,0	37,8
Pertes de valeur			(6,2)	(5,4)		(11,6)
Reprises de pertes de valeur			2,5	2,2		4,7
Solde au 24 septembre 2011	(1,9) \$	(118,2) \$	(706,7) \$	(316,5) \$	(20,3) \$	(1 163,6) \$
Valeur comptable nette						
Solde au 26 septembre 2010	141,2 \$	310,9 \$	452,5 \$	296,8 \$	15,8 \$	1 217,2 \$
Solde au 24 septembre 2011	163,8 \$	325,0 \$	421,6 \$	280,4 \$	35,3 \$	1 226,1 \$

Les acquisitions nettes d'immobilisations corporelles exclues de l'état consolidé des flux de trésorerie ont été de 22,2 \$ en 2011.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

F. Immeubles de placement

	Coût	Amortissement cumulé et dépréciation	Valeur comptable nette
Solde au 26 septembre 2010	40,1 \$	(12,3) \$	27,8 \$
Transferts	1,4		1,4
Cessions et radiations	(1,9)		(1,9)
Amortissement		(0,1)	(0,1)
Pertes de valeur		(0,2)	(0,2)
Solde au 24 septembre 2011	39,6 \$	(12,6) \$	27,0 \$

La juste valeur des immeubles de placement était de 34,1 \$ au 24 septembre 2011 (33,5 \$ au 26 septembre 2010). Cette juste valeur a été déterminée sur la base de transactions récentes observables sur le marché plutôt que sur la base d'évaluation d'un expert indépendant.

G. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée se détaillaient comme suit :

	Droits de tenure à bail	Logiciels	Améliorations et fidélisation des réseaux de détail	Dossiers d'ordonnances	Total
Coût					
Solde au 26 septembre 2010	74,9 \$	164,0 \$	231,6 \$	7,4 \$	477,9 \$
Acquisitions		7,1	23,8		30,9
Cessions et radiations		(0,3)	(40,1)		(40,4)
Transferts			(1,4)		(1,4)
Solde au 24 septembre 2011	74,9 \$	170,8 \$	213,9 \$	7,4 \$	467,0 \$
Amortissement cumulé et dépréciation					
Solde au 26 septembre 2010	(39,1) \$	(123,0) \$	(116,1) \$	(4,2) \$	(282,4) \$
Amortissement	(2,4)	(12,0)	(18,0)	(0,7)	(33,1)
Cessions et radiations		0,3	37,7		38,0
Pertes de valeur	(1,4)	(1,3)	(0,3)		(3,0)
Reprises de pertes de valeur	0,8				0,8
Solde au 24 septembre 2011	(42,1) \$	(136,0) \$	(96,7) \$	(4,9) \$	(279,7) \$
Valeur comptable nette					
Solde au 26 septembre 2010	35,8 \$	41,0 \$	115,5 \$	3,2 \$	195,5 \$
Solde au 24 septembre 2011	32,8 \$	34,8 \$	117,2 \$	2,5 \$	187,3 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée se détaillaient comme suit :

	Bannières	Marques privées	Programmes de fidélisation	Total
Solde au 26 septembre 2010	53,3 \$	33,1 \$	22,1 \$	108,5 \$
Transferts			1,4	1,4
Solde au 24 septembre 2011	53,3 \$	33,1 \$	23,5 \$	109,9 \$

La valeur comptable nette totale des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée et indéterminée était de 297,2 \$ au 24 septembre 2011 (304,0 \$ au 26 septembre 2010).

Les acquisitions nettes d'immobilisations incorporelles exclues du tableau consolidé des flux de trésorerie ont été de 11,0 \$ en 2011.

Pour les fins des tests de dépréciation, la valeur comptable des marques privées a été affectée à l'unique secteur opérationnel. La valeur recouvrable a été déterminée en fonction de sa valeur d'utilité, laquelle a été calculée en utilisant les prévisions de flux de trésorerie avant impôts des budgets financiers approuvés par la direction. Ces prévisions reflétaient l'expérience passée. Le taux d'actualisation avant impôts utilisé a été de 14,4 % sans considérer de taux de croissance.

Pour les programmes de fidélisation, le test de dépréciation a été effectué au niveau de l'actif lui-même. La valeur recouvrable a été déterminée en fonction de sa juste valeur diminuée des coûts de la vente, laquelle a été calculée à l'aide de la méthode de la capitalisation du BAII excédentaire. L'estimation du BAII directement attribuable à ces programmes, déduction faite d'un rendement sur les actifs contributifs, a été basée sur les données historiques reflétant l'expérience passée. Le multiple de capitalisation utilisé a été de 6,4 considérant un taux de croissance de 2,0 % correspondant à l'indice des prix à la consommation.

Le test de dépréciation des bannières a été effectué au niveau de l'actif lui-même. La valeur recouvrable a été déterminée en fonction de sa juste valeur diminuée des coûts de la vente, laquelle a été calculée à l'aide de la méthode de licence libre de redevance. L'estimation du taux de redevance a été basée sur des sources d'informations externes et des données historiques reflétant l'expérience passée. Le multiple de capitalisation utilisé a été de 6,9 considérant un taux de croissance de 2,0 % correspondant à l'indice des prix à la consommation.

Aucun changement raisonnablement possible de l'une des hypothèses clés mentionnées précédemment n'entraînerait une valeur comptable supérieure à la valeur recouvrable.

H. Goodwill

	Au 24 septembre 2011
Solde au début de l'exercice	1 603,7 \$
Acquisitions	48,9
Cessions	(3,5)
Solde à la fin de l'exercice	1 649,1 \$

Pour les fins des tests de dépréciation, la valeur comptable du goodwill a été affectée à l'unique secteur opérationnel. La valeur recouvrable a été déterminée en fonction de sa valeur d'utilité, laquelle a été calculée en utilisant les prévisions de flux de trésorerie avant impôts des budgets financiers approuvés par la direction. Ces prévisions reflétaient l'expérience passée. Le taux d'actualisation avant impôts utilisé a été de 14,4 % sans considérer de taux de croissance. Aucun changement raisonnablement possible de l'une de ces hypothèses clés n'entraînerait une valeur comptable supérieure à la valeur recouvrable.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

I. Provisions

	Contrats de location déficitaires	Fermeture d'installations	Autres	Total
Provisions courantes	1,7 \$	— \$	7,5 \$	9,2 \$
Provisions non courantes	4,8	—	—	4,8
Solde au 26 septembre 2010	6,5 \$	— \$	7,5 \$	14,0 \$
Solde au 26 septembre 2010	6,5 \$	— \$	7,5 \$	14,0 \$
Provisions additionnelles	0,2	8,9	10,8	19,9
Montants utilisés	(1,3)	—	(11,3)	(12,6)
Solde au 24 septembre 2011	5,4 \$	8,9 \$	7,0 \$	21,3 \$
Provisions courantes	1,4 \$	8,9 \$	7,0 \$	17,3 \$
Provisions non courantes	4,0	—	—	4,0
Solde au 24 septembre 2011	5,4 \$	8,9 \$	7,0 \$	21,3 \$

La provision pour les contrats de location déficitaires correspond à la valeur actualisée des paiements de location futurs que la Société doit effectuer en vertu de contrats de location simple déficitaires qui ne peuvent être annulés, moins les revenus qui devraient être tirés de ces contrats, y compris les revenus de sous-location estimatifs futurs, le cas échéant. L'estimation pourrait varier compte tenu des modifications de l'utilisation des locaux loués et des ententes de sous-location, le cas échéant. L'échéance à courir de ces contrats de location va de un à six ans.

La provision pour la fermeture d'installations correspond aux frais de fermeture de l'usine de transformation de produits de viande à Montréal et d'un entrepôt de produits d'épicerie à Toronto.

Les autres provisions comprennent notamment des montants concernant les régimes d'assurance-accident des gouvernements provinciaux.

J. Dividendes

Pour l'exercice 2011, la Société a versé des dividendes de 77,1 \$ aux détenteurs d'actions ordinaires, soit 0,7475 \$ par action.

K. Avantages du personnel

La Société offre aux salariés admissibles plusieurs régimes à prestations définies et à cotisations définies qui garantissent à la plupart de ses participants le paiement de prestations de retraite, d'avantages complémentaires de retraite et d'autres avantages à long terme qui dans certains cas sont en fonction du nombre d'années de service ou du salaire moyen de fin de carrière. Les régimes de retraite à prestations définies sont capitalisés au moyen de cotisations versées par l'employeur et certains régimes sont également capitalisés au moyen de cotisations versées par les participants. La Société offre également aux salariés et aux retraités admissibles des avantages sous forme de soins de santé et d'assurance-vie ainsi que d'autres avantages à long terme. Les régimes d'avantages complémentaires de retraite ainsi que les autres avantages à long terme ne sont pas capitalisés et sont présentés à titre d'autres régimes.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non audités) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Les variations de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies se présentaient comme suit :

	Au 24 septembre 2011	
	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	657,0 \$	37,3 \$
Coût des services rendus	27,0	2,0
Coût financier	35,2	2,0
Cotisations des participants	4,0	—
Modifications des régimes	1,2	—
Prestations payées	(27,6)	(2,4)
Pertes (gains) actuariels	20,9	(5,3)
Solde à la fin de l'exercice	717,7 \$	33,6 \$

Les variations de la juste valeur des actifs des régimes se présentaient comme suit :

	Au 24 septembre 2011	
	Régimes de retraite	Autres régimes
Juste valeur au début de l'exercice	626,7 \$	— \$
Rendement attendu des actifs des régimes	44,8	—
Pertes actuarielles	(49,6)	—
Cotisations de l'employeur	33,5	2,4
Cotisations des participants	4,0	—
Prestations payées	(27,6)	(2,4)
Juste valeur à la fin de l'exercice	631,8 \$	— \$

Les variations de la situation de capitalisation des régimes à prestations définies se présentaient comme suit :

	Au 24 septembre 2011		Au 26 septembre 2010	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde de l'obligation au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	(717,7) \$	(33,6) \$	(657,0) \$	(37,3) \$
Juste valeur à la fin de l'exercice	631,8	—	626,7	—
Situation de capitalisation	(85,9)	(33,6)	(30,3)	(37,3)
Effet de la limite sur l'actif	(5,7)	—	(6,2)	—
Exigence de financement minimal	(5,4)	—	(2,9)	—
	(97,0) \$	(33,6) \$	(39,4) \$	(37,3) \$
Actifs au titre des prestations définies	1,6 \$	— \$	20,3 \$	— \$
Passifs au titre des prestations définies	(98,6)	(33,6)	(59,7)	(37,3)
	(97,0) \$	(33,6) \$	(39,4) \$	(37,3) \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non audités) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

La charge au titre de ces régimes à cotisations et à prestations définies se détaillait comme suit :

	Exercice 2011	
	Régimes de retraite	Autres régimes
Régimes à cotisations définies	24,2 \$	0,5 \$
Régimes à prestations définies		
Coût des services rendus au cours de l'exercice	27,0	2,0
Coût des services passés	1,2	—
Coût financier	35,2	2,0
Gains actuariels	—	(1,6)
Rendement attendu des actifs des régimes	(44,8)	—
	18,6	2,4
	42,8 \$	2,9 \$

Les écarts actuariels comptabilisés au résultat global se détaillaient comme suit :

	Exercice 2011	
	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	— \$	— \$
Pertes (gains) actuariels encourus	70,5	(3,7)
Solde à la fin de l'exercice	70,5 \$	(3,7) \$

Le total des paiements en espèces au titre des avantages du personnel, qui est constitué des cotisations de la Société à ses régimes de retraite capitalisés et des sommes versées directement aux bénéficiaires au titre de ses autres régimes non capitalisés, se chiffrait à 35,9 \$. La Société prévoit verser des cotisations de 52,0 \$ aux régimes à prestations définies au cours du prochain exercice.

Les évaluations actuarielles les plus récentes aux fins de la capitalisation des régimes de retraite de la Société ont été préparées à diverses dates entre décembre 2008 et juin 2011 et les prochaines évaluations seront effectuées entre décembre 2011 et juin 2014.

Les actifs des régimes sont détenus en fiducie et leurs répartitions moyennes pondérées étaient comme suit aux dates de mesure :

Catégories d'actifs <i>(en pourcentage)</i>	Au 24 septembre 2011	Au 26 septembre 2010
Actions	54	56
Obligations	42	39
Autres	4	5

Le rendement effectif des actifs des régimes était de moins 4,8 \$ pour l'exercice 2011.

Les actifs des régimes de retraite comprennent des titres émis par la Société d'une juste valeur de 5,1 \$ au 24 septembre 2011 (4,3 \$ au 26 septembre 2010).

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Les principales hypothèses actuarielles pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies étaient les suivantes :

<i>(en pourcentage)</i>	Au 24 septembre 2011		Au 26 septembre 2010	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Taux d'actualisation	5,0	5,0	5,25	5,25
Taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes	7,25	—	7,25	—
Taux de croissance de la rémunération	3,0	3,0	3,0	3,0

Pour déterminer le taux d'actualisation le plus approprié, la direction prend en compte les taux d'intérêt des obligations de première catégorie d'entités opérant au Canada dont les flux de trésorerie correspondent à l'échelonnement et au montant des versements prévus au titre des prestations. Le taux de mortalité est basé sur les tables de mortalité disponibles. Les augmentations futures de salaires et de pensions de retraite sont établies en prenant en compte les niveaux prévisionnels d'inflation.

Le taux de rendement attendu global correspond à la moyenne pondérée du rendement attendu des diverses catégories d'actifs des régimes détenues. Ce taux est déterminé en fonction de l'ensemble du portefeuille plutôt que sur la base du total des catégories d'actifs individuelles. L'évaluation du rendement attendu par la direction est fondée sur les tendances historiques en matière de rendement et sur les prévisions à long terme des analystes à l'égard du rendement des différentes catégories d'actifs.

Le taux de croissance annuelle hypothétique du coût des soins de santé couverts par participant a été fixé à 8,4 %. Selon l'hypothèse retenue, ce taux devrait diminuer graduellement pour s'établir à 4,4 % en 2018 et demeurer à ce niveau par la suite. L'incidence d'une variation de 1 % de ce taux serait comme suit :

<i>(en millions de dollars)</i>	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Effet sur le coût des services rendus au cours de l'exercice et le coût financier	0,2	(0,2)
Effet sur l'obligation au titre des prestations définies	1,8	(1,5)

L'historique des ajustements liés à l'expérience des régimes de retraite à prestations définies et des autres régimes était le suivant :

	Au 24 septembre 2011	Au 26 septembre 2010
Ajustements des passifs liés à l'expérience	(2,0)	s.o.
Ajustements des actifs liés à l'expérience	49,5	s.o.
Juste valeur totale des actifs des régimes	631,8 \$	626,7 \$
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies	(751,3)	(694,3)
Situation de capitalisation (déficit) des régimes	(119,5) \$	(67,6) \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

L. Engagements

CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

La Société s'est engagée, en vertu de contrats de location simple, à louer des locaux et de l'équipement qu'elle utilise à des fins commerciales. La durée de ces contrats s'échelonne sur différentes périodes jusqu'en 2036 avec une à huit options de renouvellement de cinq ans. La Société n'a pas la possibilité d'acquérir les actifs loués à l'échéance des contrats de location, mais détient un droit de premier refus dans certains cas. Les loyers futurs minimaux payables au titre de ces contrats de location simple s'établiront comme suit :

	Au 24 septembre 2011	Au 26 septembre 2010
Moins de 1 an	168,4 \$	163,8 \$
Entre 1 an et 5 ans	535,3	523,8
Plus de 5 ans	695,5	652,6
	1 399,2 \$	1 340,2 \$

Par ailleurs, la Société s'est engagée, par des contrats de location s'échelonnant sur différentes périodes jusqu'en 2031 avec une à 15 options de renouvellement de cinq ans, à louer des locaux qu'elle sous-loue à des clients, et ce, généralement aux mêmes conditions. Les loyers futurs minimaux payables au titre de ces contrats de location simple s'établiront comme suit :

	Au 24 septembre 2011	Au 26 septembre 2010
Moins de 1 an	36,8 \$	40,3 \$
Entre 1 an et 5 ans	120,0	137,1
Plus de 5 ans	190,5	239,9
	347,3 \$	417,3 \$

CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

La Société s'est engagée, en vertu de contrats de location-financement, à louer des locaux qu'elle utilise à des fins commerciales. La durée de ces contrats s'échelonne sur différentes périodes jusqu'en 2036 avec trois à sept options de renouvellement de cinq ans. La Société n'a pas la possibilité d'acquérir les actifs loués à l'échéance des contrats de location. Les paiements futurs minimaux au titre des contrats de location-financement et la valeur actualisée des paiements minimaux nets au titre de la location s'établiront comme suit :

	Paiements minimaux au titre de location		Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de location	
	Au 24 septembre 2011	Au 26 septembre 2010	Au 24 septembre 2011	Au 26 septembre 2010
Moins de 1 an	7,4 \$	5,1 \$	3,9 \$	2,4 \$
Entre 1 an et 5 ans	26,0	19,4	14,3	10,9
Plus de 5 ans	41,3	19,4	28,9	14,8
Paiements minimaux au titre de la location	74,7	43,9	47,1	28,1
Frais financiers futurs	(27,6)	(15,8)	—	—
Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de location	47,1 \$	28,1 \$	47,1 \$	28,1 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non auditées) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

CONTRATS DE SERVICE

La Société s'est également engagée en vertu de contrats de service essentiellement pour du transport et de l'informatique. La durée de ces contrats s'échelonne sur différentes périodes jusqu'en 2021, sans option de renouvellement. Les loyers futurs minimaux payables au titre de ces contrats de service s'établiront comme suit :

	Au 24 septembre 2011	Au 26 septembre 2010
Moins de 1 an	62,7 \$	66,8 \$
Entre 1 an et 5 ans	234,8	186,7
Plus de 5 ans	166,7	256,5
	464,2 \$	510,0 \$

M. Transactions entre parties liées

La Société détient des participations importantes dans les filiales, l'entité contrôlée conjointement et l'entreprise associée suivantes :

Noms	Pays de constitution	Pourcentage d'intérêt dans le capital	Pourcentage de droits de vote
Filiales			
Metro Richelieu Inc.	Canada	100	100
McMahon Distributeur pharmaceutique Inc.	Canada	100	100
Metro Ontario Inc.	Canada	100	100
Entité contrôlée conjointement			
Dunnhumby Canada Limitée	Canada	50	50
Entreprise associée			
Alimentation Couche-Tard Inc.	Canada	11,3	23,3

Dans le cours normal des affaires, les transactions suivantes ont été conclues avec des parties liées :

	Exercice 2011		
	Ventes	Services reçus	Intérêts reçus
Entité contrôlée conjointement	— \$	11,2 \$	0,1 \$
Entreprises contrôlées par un membre du conseil d'administration	27,4	—	—
	27,4 \$	11,2 \$	0,1 \$

	Débiteurs		Prêts à recevoir	
	Au 24 septembre 2011	Au 26 septembre 2010	Au 24 septembre 2011	Au 26 septembre 2010
Entité contrôlée conjointement	— \$	— \$	— \$	1,5 \$
Entreprises contrôlées par un membre du conseil d'administration	0,8	0,9	—	—
	0,8 \$	0,9 \$	— \$	1,5 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés
Périodes de 12 semaines closes les 17 décembre 2011 et 18 décembre 2010
(non audités) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

La rémunération des principaux dirigeants se détaillait comme suit :

	Exercice 2011
Rémunération et avantages du personnel à court terme	2,4 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	0,6
Autres avantages à long terme	1,7
Rémunération à base d'actions	2,8
	<hr/> 7,5 \$

14. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

La Société soumettra pour approbation, à l'assemblée annuelle des actionnaires du 31 janvier 2012, une proposition de remaniement de son capital qui se résume comme suit :

- chaque action catégorie B émise et en circulation comportant 16 votes par action sera convertie en une action subalterne catégorie A comportant un vote par action;
- les actions catégorie B seront annulées ainsi que les droits, privilèges, restrictions et conditions qui s'y rattachent;
- les actions subalternes catégorie A seront redésignées comme « actions ordinaires », elles constitueront la seule catégorie d'actions participatives de la Société et elles comporteront un vote par action;
- les actions privilégiées de premier rang seront redésignées comme « actions privilégiées ».

INFORMATIONS

Service des relations avec les investisseurs de METRO INC.

Téléphone: (514) 643-1055

Courriel : finance@metro.ca

Les renseignements sur la Société et les communiqués de presse de METRO INC. sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : www.metro.ca

metro